



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1934 LUNDI 10 FÉVRIER 2014

Cycle électoral 2013-2016

Plus de 400 partis politiques signent le Code de bonne conduite

Le train électoral est en voie de quitter la gare avec la signature samedi du Code de bonne conduite des partis politiques, des regroupements politiques et des candidats aux élections et du Protocole d'accord instituant un comité de liaison entre la Céni et les partis politiques pour le cycle électoral 2013-2016. Le premier document a été signé par les chefs des partis tandis que le second par les mandataires dûment accrédités au sein de l'institution électorale. La cérémonie valait son pesant d'or étant entendu qu'elle inaugurerait un cycle électoral qui aura comme point de chute l'organisation en 2016 de l'élection présidentielle.

Les Forces acquises au changement ont boycotté l'appel de la Céni. Elles sont, comme qui dirait, restées logiques avec elles-mêmes après avoir boudé la feuille de route présentée par l'abbé Malu Malu à l'Assemblée nationale croyant y déceler des germes de fraude électorale à travers l'élection des députés provinciaux au suffrage universel indirect telle que proposée.

Page 19



CLIMAT DES AFFAIRES

503 SARL créées en huit mois

Une enquête menée auprès de quatre-vingt-quatorze sociétés à responsabilité limitée (SARL), créées au Guichet unique du 9 au 16 décembre 2013, visait à évaluer le niveau de satisfaction des requérants face aux formalités à remplir. Il en ressort que 503 SARL ont été créées en huit mois. L'enquête est aussi arrivée à identifier la difficulté d'accès au crédit comme la principale cause de non-opérationnalité des SARL créées au Guichet unique. Une enquête supplémentaire devrait aider à dénombrer les emplois réellement créés.

Les inquiétudes exprimées par les SARL concernent davantage l'accès au crédit, le nécessaire regroupement de tous les services au Guichet unique, la délivrance dans les délais de tous les documents de la future société et le suivi sur le terrain de toutes les SARL créées au Guichet unique.

Page 19

Enjeux politiques

La polémique enfle entre Vital Kamerhe et Lambert Mende



Vital Kamerhe



Lambert Mende

Le voyage manqué du président de l'Union pour la Nation congolaise (UNC) dont l'avion affrété à l'aéroport de Ndolo n'a pu effectuer le décollage pour Goma le 7 février continue d'alimenter la chronique. Vital Kamerhe a cru dénicher, dans cette déconvenue, une manigance des autorités qui, d'après lui, auraient peur de ce qu'il allait démontrer aux yeux du monde « la consécration d'un leader accepté par tout le pays ».

« Faux », a vite rétorqué le porte-parole du gouvernement estimant que cette affaire ne peut être éclairée que par l'autorité de l'aviation civile ou le ministère des Transports. Enfonçant davantage le clou, il reste convaincu que l'intéressé chercherait à « compenser ce qu'il a perdu en 2011 en se créant artificiellement comme une vedette et en racontant partout des choses qui ne sont pas vraies ».

Page 18

PARTENARIAT

La Socoda et la délégation Wallonie-Bruxelles concluent un protocole d'accord

Le Centre Wallonie-Bruxelles (CWB) a pris l'engagement solennel de payer dorénavant « les droits d'exécution publique et de reproduction mécanique » des artistes. C'était lors de la soirée d'échanges de vœux organisée par le centre culturel belge le 6 février. Entendue comme « un prix forfaitaire », la remise d'un chèque de 4.200 dollars au président du conseil d'administration de la Société congolaise des droits d'auteurs et droits voisins faisait suite à la signature d'un protocole d'accord engageant les deux structures. À l'instar de la signature du contrat de collaboration avec la Sabam (Société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs) qui l'avait précédé de quelques mois, le nouveau partenariat avec le Centre culturel belge vise le bien-être des artistes congolais privés de leurs droits pendant plusieurs années, indique-t-on.

Page 21

Réfection du stade Tata Raphaël

Un sursis de la CAF à V.Club et MK Etanchéité

A la veille de l'entrée en compétition de ces deux clubs kinoïsis dans le cadre des préliminaires des compétitions interclubs de la Confédération africaine de football (CAF), les travaux de réfection du stade Tata Raphaël n'étaient

toujours pas arrivés à leur terme. En effet, les rénovations des vestiaires que la CAF posait comme préalable pour autoriser cette installation sportive à abriter les matches des préliminaires (16e et 8e de finale) de la Ligue des

champions et de la coupe de la confédération n'étaient pas encore achevées.

Cela n'a, hélas, pas empêché l'instance faitière du football africain à homologuer ce stade, tout en précisant qu'il « ne pourra abriter les matches

des quarts de finale que si tous les travaux prévus sont exécutés ». À en croire le rapport de l'inspecteur de la CAF, beaucoup reste encore à faire pour le rendre conforme aux standards internationaux.

Page 21

ÉDITORIAL

Visite

La longue visite que Catherine Samba-Panza vient d'effectuer à Brazzaville confirme ce que l'on savait déjà, à savoir que le Congo joue un rôle clé dans la recherche d'une sortie de crise pacifique en Centrafrique. Elle a aussi montré que l'expérience d'un pays qui sombra dans le chaos des guerres civiles, puis trouva en lui-même la force nécessaire pour sortir de l'ornière peut être un fil conducteur précieux pour d'autres nations dans leur quête de la paix.

Au-delà, en effet, des questions matérielles qui furent débattues entre Denis Sassou-N'Guesso et Catherine Samba-Panza, il est plus que probable que la présidente de la transition en Centrafrique a demandé au chef de l'État congolais des conseils sur la marche à suivre pour réconcilier son peuple avec lui-même. Et si tel est bien le cas, l'on peut tenir pour certain qu'elle a été informée, détails à l'appui, du lent et patient processus qui permet chez nous aux frères ennemis de faire taire leurs différends: la mise en place d'un système sécuritaire qui bloque tout nouveau dérapage, l'adoption d'une Constitution qui protège les libertés individuelles et collectives, l'instauration d'un dialogue discret puis public entre les anciens belligérants qui débouche sur la formation d'un gouvernement de coalition, la mobilisation des fonds nécessaires pour la relance de l'économie qui ramène la paix civile sur toute l'étendue du territoire...

Parce qu'il a mesuré très tôt le danger extrême que constitue pour le Bassin du Congo tout entier le délitement de l'État en Centrafrique, parce qu'il n'a cessé de mettre en garde la communauté internationale contre les risques étendus que cette décomposition peut générer, parce qu'il a débouqué d'importants moyens financiers et militaires afin de soutenir les autorités de transition, parce qu'il a su convaincre des pays comme la France de ne pas rester les bras croisés, parce qu'il est venu à Rome plaider au plus haut niveau de l'Église pour la paix des religions, Denis Sassou-N'Guesso a démontré que la solidarité régionale devient au fil des mois l'un des principaux ressorts de la prévention et de la gestion des crises en Afrique.

Ce qui s'est passé samedi à Brazzaville n'est que la suite logique d'un processus de recherche de la paix qui a prouvé chez nous ses vertus et qui, demain, prévaudra sur toute l'étendue du continent.

Les Dépêches de Brazzaville

BUILD AFRICA

Quelle moisson pour le Congo au-delà des débats ?

On a souvent pensé que les rencontres comme celle que vient d'abriter le Congo ne sont que de simples passe-temps, ou des prétextes pour permettre aux gouvernants de se faire une bonne image. Pourtant, les débats des 6 et 7 février au Palais des Congrès de Brazzaville ont produit bien plus que ce qui était prévu car, au-delà des exposés et des échanges entre les différents acteurs, les engagements pris par les uns et les autres et les accords que le Congo a pu arracher apportent une plus-value à cette première édition du forum Build Africa.

Contre les 400 invités attendus, un millier est arrivé, a indiqué Richard Attias, l'organisateur des événements internationaux qui a travaillé pour ce forum. Certains sont venus pour copier sur les expériences des autres, d'autres ont fait le déplacement de Brazzaville pour proposer leur expertise. Mais tous ont utilement échangé sur les thématiques qui ne s'arrêtaient pas qu'aux seules infrastructures. En effet, ce ne sont pas des propos d'architectes qu'il s'est agi durant les deux jours au palais des Congrès de Brazzaville mais de bien plus.

Des problématiques aux propositions concrètes

Ministres, chefs d'entreprises, bailleurs de fonds, porteurs de projets, experts et représentants de cabinets-conseils, facilitateurs, etc., se sont succédé à la tribune, tel que le voulait le programme, avec des interrogations et des réponses concrètes.

Comment le développement des infrastructures peut-il soutenir la création d'emplois? Les partenariats public-privé, PPP, sont-ils aussi pertinents qu'on le croit? Comment reconstruire aussi durablement après des catastrophes ou des conflits? Comment l'organisation des événements sportifs internationaux peut développer le tourisme et accélérer la construction des infrastructures? Faut-il tout privatiser ou doit-on laisser l'État gérer certains secteurs clés de l'économie? Quelle place pour la main d'œuvre locale dans le développement du continent?

La diversité des propositions émanant des uns et des autres en guise de réponses aux interrogations, porte à

croire qu'il est difficile de définir un meilleur modèle de développement; que celui-ci ne se constate lorsqu'il y a réussite; que certaines entreprises ont mis du temps pour asseoir leur notoriété là où d'autres, pour n'avoir pas pris des risques, peinent à s'imposer. Finalement, il est ressorti que bien d'enjeux contribuent à l'échec ou au succès des politiques ou projets. Le plaidoyer du ministre Jean-Jacques Bouya sur le statut des compagnies aériennes et le débat qui a suivi étaient édifiants.

Interrogé sur les obstacles de la reconstruction après une catastrophe ou un conflit, le ministre Claude Alphonse Silou a dit, s'appuyant sur l'expérience de la République du Congo que «l'homme est un premier obstacle après toutes les tracasseries administratives et de levée des fonds.» Tirant un lien entre stabilité et investissement, un autre intervenant, en réponse à une question similaire, n'a pas manqué d'évoquer «la bureaucratie qui freine bien des initiatives en Afrique».

Et cet engagement de former dix Congolais au management des sports?

C'est pour ne pas marginaliser certains acteurs qui, faute d'argent, ont malgré tout une expertise avérée, que le représentant de Summa (Turquie), a déclaré: «Il est nécessaire de bâtir une passerelle entre les PME et les grandes entreprises». Les exemples qu'il a présentés à l'auditoire ont attesté du succès rencontré par son pays après la mise en œuvre de cette politique.

Léon Alfred Opimbat, un autre ministre congolais passé à la tribune a expliqué les enjeux qui entourent la construction du complexe sportif de Kintélé dont le coût, on le sait, est d'environ 380 milliards FCFA. Une ambition qui contraste avec les performances des athlètes du pays. Comment est-ce possible et que faire pour relever le niveau des sportifs? Selon les chiffres publiés, près de 8000 athlètes sont attendus pour près de 2000 autres personnes (officiels, encadrateurs, journalistes, etc.) Un vrai challenge pour le Congo, même si Diamil Faye, dans un rôle de défenseur, a signifié que «porter une candidature n'est pas synonyme de l'organisation des Jeux». Fondateur et PDG de Jappo Sport

Consulting, il a aussi ajouté que «Les bons résultats sportifs se construisent sur deux éléments importants: les infrastructures et la formation.»

Devant cette réalité, le représentant du Groupe alliances du Maroc, spécialisé dans le management des événements sportifs, a proposé la formation (gratuite!) de dix Congolais au management de sport. Dans son exposé, il a également insisté sur le spectre de l'éléphant blanc qui caractérise généralement l'Afrique. Un avertissement au gouvernement congolais qui doit réfléchir à la rentabilité du complexe en construction.

La sortie de l'ombre pour les Africains

À l'actif de ce rendez-vous de Brazzaville, le fait d'avoir permis aux Africains de se rencontrer. C'est peut-être trop dire. Ce qui est certain, c'est que sur ce continent qui se cherche, peu sont les entreprises africaines qui accèdent aux marchés. Rares sont les opérateurs économiques africains qui tirent leur épingle du jeu. Pourtant Build Africa a permis de découvrir que l'Afrique a son expertise. À côté des grands groupes européens, américains, asiatiques, du Proche ou du Moyen-Orient, quelques groupes africains ont retenu l'attention du public. Si le forum de Brazzaville peut servir de déclic, il n'est pas impossible que les nombreuses grues qui dominent les villes africaines laissent flotter des pancartes d'entreprises aux mains d'Africains.

À propos des villes africaines, une problématique au cœur des débats de Brazzaville, les experts qui sont intervenus ont non seulement dit ce qu'ils pensent mais fait des propositions aux décideurs pour que le continent affiche un nouveau visage urbain. Tout un engagement.

Ce que l'on retiendra...

C'est que la formation de la jeunesse et d'une élite africaines est revenue sur toutes les lèvres. Presque. Experts étrangers et du continent, le président Denis Sassou N'Guesso et les anciens chefs d'État du Sénégal, Abdoulaye Wade, et du Mexique, Vicente Fox, l'ont expliqué suffisamment.

Jocelyn Francis Wabout

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Sociétés : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba

(chef de service); Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya (stagiaire)
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Coordonateur : Jules Tambwe Itagali
Politique : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa
Société : Lucien Dianzenza
Sports : Martin Enyimo
Service commercial : Adrienne Londole
Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice: Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpla), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpla), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

FORUM BUILD AFRICA

Une plateforme d'affaires

Le forum sur les infrastructures en Afrique a récolté une moisson en terme de partenariats économiques. Des accords ont été conclus et des intentions d'investissements se sont dégagées.

La République du Congo a signé un certain nombre de documents avec des partenaires économiques. L'un des accords à caractère agricole, a porté sur la création d'un fonds d'investissement dédié à la promotion de la chaîne des valeurs dans les projets agroindustriels pour une capacité d'investissement de 100 millions de dollars.

L'intérêt dominant, ce sont les partenariats public-privé (PPP), dont l'objectif n'est pas d'en faire une mode, mais plutôt quelque chose de réussi. Et là aussi un contrat d'assistance technique a été signé avec le groupe Edifis Capital. Le partenaire devra accompagner la délégation générale des Grands Travaux (DGGT) dans la mise en place d'une unité aux PPP au sein de ladite structure. Dans cet élan, le groupe devrait accompagner plus largement le Congo dans la mise en place d'une longue stratégie nationale à laquelle ils ont déjà travaillé et ainsi pouvoir développer d'une manière très concrète les PPP au Congo dans le domaine des infrastructures économiques, sociales et des filières agricoles.

Dans le cadre du développement des potentialités énergétiques du Congo, un protocole d'accord a été signé entre la Société financière internationale et le Congo pour mettre en œuvre un concept clair pour la construction du barrage hydroélectrique de Sounda de 1000 MW.

Le ministre à la présidence Jean-Jacques Bouya a managé tous ces accords à l'actif du forum Build Africa qui a pris fin le 8 février à Brazzaville, en présence du président congolais Denis Sassou-N'Guesso et de l'ex-chef d'État sénégalais Abdoulaye Wade. «*Le forum basé sur le thème des infrastructures a été une véritable plateforme d'affaires. De manière spontanée, les partenaires économiques ont cru et au continent et au pays. Les gens l'ont fait avec la foi et beaucoup de volontarisme*», a clamé Jean-Jacques Bouya.

Une participation largement au-dessus des attentes

L'organisation du forum est prévue tous les deux ans, ainsi cette première édition a mobilisé plus de mille participants alors que les estimations avaient été évaluées à 400. «*Nous avions ciblé 200 participants puis 400. Mais pour une première édition, le forum a connu une véritable mobilisation*», s'est réjoui le ministre à la présidence chargé de l'Aménagement du territoire et de la DGGT. Des délégués de 49 pays se sont retrouvés autour de l'événement, dont beaucoup d'entre eux ont foulé le territoire congolais pour la première fois. Les échanges interactifs ont concerné 87 intervenants venus de tous les continents dans un jeu de questions-rapports sur différents thèmes. Avec dix ministres africains, de nombreuses personnalités internationales et 107 représentants de la presse, le message devrait porter loin. Tous ont convenu que l'Afrique était aussi à la recherche de solutions. Ils ont discuté de la probléma-

tique de son avenir, et les idées n'ont pas manqué de fuser lors de chaque négociation.

Après ce forum, les participants sont tous convaincus que les infrastructures sont indispensables au déve-

nariats public-privé gagnant-gagnant fonctionnent bien, à condition de créer un cadre législatif adéquat. «*Nous devons au niveau des pouvoirs publics créer une véritable volonté politique. Cela requiert évi-*

tant qu'Africain, mais plutôt de se compléter, car ce peuple a beaucoup à gagner de la libre circulation des personnes et des biens. En définitive, les infrastructures impriment une véritable intégration, car c'est un moyen de communication entre les personnes.

Selon le ministre à la présidence durant son point de presse pour résumer le forum, chaque continent a sa réalité dont l'Afrique, d'où l'idée qu'un modèle de gestion propre au continent devrait être étudié. L'Afrique est devant un dilemme (abondance de biens, mais pas de développement), c'est pour cela qu'un modèle africain devrait être trouvé en développant le capital humain, par l'appropriation des hommes eux-mêmes. Les difficultés ne sont pas insurmontables, car l'Afrique peut s'inspirer de plusieurs expériences pour trouver son chemin et aller de l'avant. «*C'était un événement qui valait la peine, et ça a été un forum véritablement réussi. Il faut que les partenaires économiques suivent pour que les projets aboutissent*», a conclu Jean-Jacques Bouya.

Notons que le forum Build Africa a été organisé les 6 et 7 février en une série de débats, de séances plénières, d'ateliers interactifs et de discussions d'experts. Toute cette organisation avait pour but de favoriser les échanges constructifs et les avancées sur des problèmes concrets. Aussi il a été question de dépasser les obstacles à la croissance afin d'ouvrir la voie à un développement durable pour l'Afrique.

Nancy-France Loutoumba

Plusieurs personnalités dont le président du Congo, Denis Sassou N'Guesso et les ex chefs d'État du Sénégal, Abdoulaye Wade, et du Mexique, Vicente Fox, se sont exprimés à ce forum.

Denis Sassou N'Guesso : «*Ces échanges vont nous permettre d'aller de l'avant puisque il y a eu beaucoup de compréhension, de décisions, d'initiatives, de promesses (...) rendez-vous donc dans deux ans pour la prochaine édition Build Africa*».

Abdoulaye Wade: «*(...) il faut se décomplexer et vous dire que vous pouvez faire autant que les autres. Moi je suis comblé et je pense que je peux tranquillement dans quelques années laisser les jeunes poursuivre ce que nous avons essayé de faire (...) moi je pense que tout problème a une solution... le siècle avenir appartient à ceux qui savent et sont rapides (...) si vous passez tout votre temps à inaugurer à quel moment allez-vous travailler*».

Vicente Fox: «*Nous devons faire beaucoup d'efforts (...) Ce continent a beaucoup de potentialités (...) nous sommes tous des êtres humains et nous devons être libres (...) la gouvernance doit produire et être efficace. Le gouvernement doit travailler ensemble avec le secteur privé, public et le monde universitaire*».

loppement du continent. Certes réside encore l'insuffisance des infrastructures. Aussi, les capacités financières de l'Afrique ne permettent pas de répondre à ces besoins. D'où la nécessité d'une forte mobilisation de la communauté internationale pour examiner avec les Africains le problème dans ses différents aspects.

L'implication du secteur privé n'est pas restée en marge des discussions. Il est ressorti la complémentarité entre les secteurs privé et public. Malgré la frilosité des banques, les parte-

demment une certaine dose de flexibilité pour un modèle qui marche», telle est la réaction du gouvernement du Congo.

Les infrastructures impriment une intégration régionale

Des mots tels que l'intégration régionale, pourtant un avantage, se présentent comme un obstacle au développement de l'Afrique. Bon nombre d'Africains se mettent dans la tête l'idée que les frontières ne sont pas physiques. Pourtant, il ne s'agit pas de se présenter en concurrent en

LE FAIT DU JOUR

Le reniement de Wilfrid N'Guesso

On prêtait au président du Club 2002-PUR une influence certaine au sein de la majorité présidentielle. Wilfrid Guy César N'Guesso avait, semble-t-il, parrainé plusieurs ministres dans différents gouvernements constitués dans les années de la fondation de son parti. Le nombre exact de ces derniers oscillait à l'époque entre deux et trois, celui de ses représentants à l'Assemblée nationale entre quatre et cinq. Tout compte fait, il n'en resterait plus qu'un seul député à la chambre basse, sans doute plus aucun «envoyé» dans l'autre instance. Mais le problème n'est pas là.

Le 30 janvier dernier, lorsqu'il les conviait à un déjeuner de presse à Pointe-Noire, deuxième ville du Congo où il exerce par ailleurs comme patron de la Société congolaise des transports maritimes, ses camarades du parti attendaient de Wilfrid N'Guesso qu'il leur souhaite les vœux du Nouvel An et projette pour le futur de leur jeune formation politique la poursuite de la lutte engagée depuis plus d'une décennie. Ils ont été plutôt surpris par l'annonce du divorce de leur chef avec l'exaltante aventure, d'aucuns diraient par la renonciation au combat, la capitulation:

«*J'ai reçu un appel de Dieu, je vais dans les mois qui viennent me consacrer totalement à ce ministère*», déclarait-il en substance. Les voies de Dieu sont impénétrables!

Il faut dire que d'association à sa création, le Club 2002 s'était ensuite mué en parti politique, devenant le Club 2002-PUR (Parti pour l'unité et la République), avec de forts ancrages dans le pays même et en Europe. Sur la place de Paris, centre par excellence de l'activisme politique et de l'activité professionnelle des ressortissants du Congo-Brazzaville, ex-colonie française, la presse de l'Hexagone rapportait de temps en temps, avérées ou non, les frasques personnelles du jeune cadre. Lui, avait poursuivi le renforcement de son parti au point d'en faire une voix respectée parmi ses alliés de la majorité présidentielle.

Lorsqu'en 2011, tenant son congrès, le Parti congolais du travail (PCT), socle essentiel de cette majorité, appela au grand rassemblement autour de son idée de fédérer toutes les forces soutenant le président Denis Sassou-N'Guesso, le Club 2002-PUR fut au nombre des partis proches qui n'obtempérèrent guère à la

sommation de se saborder au profit du PCT. Consentant tout de même à laver le linge sale en famille, les deux alliés prônèrent l'apaisement, expliquant à l'occasion de retrouvailles jugées amicales et fraternelles que tous étaient unis pour la même cause : défendre l'action du chef de l'État.

Ce qui est vrai, le temps ne jouait plus beaucoup en faveur du Club. De trois députés dans la douzième législature installée en 2007, la jeune formation politique subit une sérieuse décrue pour n'en conserver qu'un seul, comme rappelé plus haut, dans la treizième législature issue des élections de 2012. Il ne fait pas de doute que s'engager en politique signifie aussi savoir être réaliste.

Soit la décision du président du Club 2002-PUR est motivée par la volonté de ne pas continuer à investir dans une entreprise qui ne procurait plus de profits en termes d'audience, soit elle est le fruit d'une longue réflexion de laquelle il est apparu que pour lui-même la mission qui présida à la création de son parti était accomplie. Sa déclaration du 30 janvier est sans équivoque sur ce dernier point. Le but était de soutenir le président de la Ré-

publique dans son engagement à restaurer la paix au Congo après les années noires. «*Aujourd'hui, les Congolais se déplacent dans le pays en toute quiétude. Nous nous sommes battus pour cela et devons nous en féliciter*», se satisfaisait-il.

Dans les deux cas, il restera la gestion du beau monde du Club orphelin de son leader. Si ce dernier avait décidé de se retirer de la vie politique en laissant ses amis colmater les brèches, les enjeux seraient différents. En optant pour la dissolution pure et simple de celui-ci, Wilfrid Guy César N'Guesso a peut-être souhaité laisser les uns et les autres choisir le chemin qui leur convient. Jurant la main sur le cœur de soutenir le président de la République, tous regarderont en direction du principal parti de la majorité présidentielle qui attend, au même titre que d'autres formations politiques de l'aréopage congolais, d'importantes batailles électorales. Une certaine agitation se fait jour tout de même au sein du parti en voie de liquidation, présageant de vraisemblables rebondissements dans la gestion du futur héritage.

Gankama N'Siah

AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre de son développement , le Crédit du Congo recrute des jeunes cadres à fort potentiel répondant aux pré-requis ci-après:

- Diplôme BAC +4 ou BAC +5 (Type MASTER ou équivalent) dans de Grandes Ecoles en Sciences de Gestion: Management et Organisation, Gestion de la Qualité, Gestion de Projets, Marketing et Développement Commercial, Gestion Comptable et Financière, Droit des Affaires, Management des RH...
- Expérience professionnelle de 3 à 4 ans minimum (de préférence dans un Etablissement Bancaire ou Financier)
- Aptitudes managériales: Grandes facultés d'écoute ,esprit de travail en équipe et de synergie...
- Capacités d'analyse et de synthèse
- Fortes aptitudes communicationnelles et en négociation
- Maîtrise de l'outil bureautique
- La connaissance de l'Anglais serait un atout

Nous vous offrons un poste adapté à vos compétences et une carrière professionnelle évolutive.

Au cas où cette offre correspondrait à votre profil, merci d'adresser votre candidature (CV et lettre de motivation) à l'Adresse: recrutement@creditducongo.com ou au Siège Central de la Banque sis, Avenue Emmanuel Dadet à Pointe Noire.

Idées-forces, sujets en débat

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

● *«Le gouvernement doit travailler ensemble avec les secteurs privé, public et le monde universitaire.»*

Vicente Fox, ancien président mexicain, forum Build Africa à Brazzaville, le 7 février 2014.

● *«Les prêtres ne sont pas des salariés ou des fonctionnaires du Vatican, mais des citoyens qui, s'ils commettent des délits, doivent être jugés et punis dans leur pays.»*

Mgr Nunzio Galantino, secrétaire général de la Conférence épiscopale, Le Nouvel Observateur, le 6 février 2014.

● *«L'islam est compatible avec la démocratie.»*

François Hollande, juillet 2014, lors de sa première visite à Tunis.

● *«Il n'y a certes pas de démocratie sans institutions stables. Il n'y en a pas plus sans justice.»*

Bernard Guetta, éditorialiste, à l'occasion des Journées d'Athènes organisées les 6 et 7 février 2014.

● *«Ce qui est intéressant dans les cours en ligne ouverts et massifs, c'est que tout le monde peut s'inscrire, à la différence des universités où il faut produire des diplômes.»*

Bernard Cerquiglini, recteur de l'Agence universitaire francophone (AUF) dans L'invité Afrique (RFI) du 7 février 2014.

Séminaire de formation sur Le TRANSIT

Contenu du séminaire:

- Connaître les régimes douaniers.
- Se familiariser avec la déclaration en douane.
- Connaître les documents utilisés à l'import et à l'export ainsi que les services y afférant ;
- Connaître les calculs de la valeur en douane et les positions tarifaires;
- Connaître le Fret maritime, aérien, routier,...
- Connaître les professions liées au transit (déclarant, consignataire, commissionnaire de transport, acconier,...)
- Savoir gérer une expédition internationale ;

Début : 12 Février 2014 (+ livre gratuit)

Coût : 35 000 Fr + 1 marker non permanent

Durée : 2 semaines

Horaire : 18H - 20H

Lieu : Immeuble en face du hall des légumes Agricongo marché total (derrière la fac de droit, à l'étage) ; M.SYS

Contact : 06 937 60 54 / 05 556 90 64

TRANSPORT AÉRIEN

ECAir affiche sa marque à Dubaï

La compagnie aérienne nationale, ECAir, dont l'ambition est de s'afficher parmi les grandes que compte le continent a réalisé avec succès, le 05 février, son premier vol inaugural à destination de Dubaï, aux Emirats Arabes Unis, où son avion a reçu le 6 février son baptême d'eau conformément aux pratiques de la navigation aérienne.

Effectué à bord de son Boeing 757 d'une capacité de seize places en Business et de 132 places en économie, ce vol ouvre à ECAir les portes du Moyen Orient.

«Le plan d'extension pour le Moyen-Orient est l'ambition d'ECAir. Nous sommes en discussion avec des partenaires pour envisager notre développement dans la région», a indiqué Jean Louis Osso.

La nouvelle destination fait partie, pour les dirigeants d'ECAir, des stratégies de développement

Le président de la République au moment de l'enregistrement du vol inaugural d'ECAir

ouverture de ce vol sur Dubaï est un réel besoin en gain de temps. Il favorise des échanges entre les investisseurs de Dubaï en particulier et ceux du Moyen-Orient en général avec le Congo».

Avec trois vols réguliers prévus au départ, les fréquences entre Brazzaville et Dubaï pourraient augmenter en fonction de la demande et des opportunités qui se présenteront entre le Congo et le Moyen Orient, a précisé la directrice générale d'ECAir, Fatima Beyina-Moussa.

Parti de Brazzaville à 13h30 avec

Jean - Louis Osso, le Conseiller du président aux transports et président du conseil d'administration d'ECAir, Fatima Beyina-Moussa, Directeur Général d'ECAir, Roger Ongoly, Directeur de Cabinet du Ministre des transports, Serge Dzota, directeur de l'ANAC, Louis Bakenian représentant de l'ASECNA au Congo, Youri Busaan, Directeur d'AERCO, Éric Boisseau, Directeur de Congo handling, conduite par Gilbert Mokoki a été reçue par le ministre de l'Economie du Royaume des Emirats Arabes Unis, S/A Sultan



© Crédit photo Romaric Stephen ONIANGUE / GSC



Copyright Crédit photo Romaric Oniangue / GSC

La délégation congolaise pose avec le ministre de l'Économie du Royaume des Émirats arabes unis

à son bord plus d'une soixantaine de personnes, l'avion d'ECAir, piloté par le commandant de bord Marcel Ngoma, de nationalité congolaise, a atterri à l'aéroport international de Dubaï après 7h30 mn de vol tranquille et sans turbulence.

Surnommée Mwana Mboka en raison de son appartenance à l'Etat congolais, la compagnie ECAir fièrement congolaise, entend explorer différents horizons en s'appuyant sur les accords aériens conclus par le Congo avec d'autres pays.

À Dubaï, les couleurs d'ECAir ont rivalisé avec celles des grandes compagnies aériennes mondialement reconnues. La délégation congolaise composée de

bin Saeed, une forme de reconnaissance et d'acceptation d'ECAir dans cet État.

En vue d'être au diapason des grandes compagnies, il est prévu l'acquisition, d'ici fin 2014, d'un Boeing 767 pour les longs courriers et deux autres avions destinés à étendre le réseau ECAir en direction d'autres capitales africaines.

Selon la direction de la compagnie, ECAir réalise à ce jour une rotation moyenne de 36 vols par semaine vers les différentes destinations desservies au départ des trois principaux aéroports internationaux du Congo (Brazzaville, Pointe-Noire et Ollombo).

Selon la direction de la compagnie, ECAir réalise à ce jour une rotation moyenne de 36 vols par semaine vers les différentes destinations desservies au départ des trois principaux aéroports internationaux du Congo (Brazzaville, Pointe-Noire et Ollombo).

Selon la direction de la compagnie, ECAir réalise à ce jour une rotation moyenne de 36 vols par semaine vers les différentes destinations desservies au départ des trois principaux aéroports internationaux du Congo (Brazzaville, Pointe-Noire et Ollombo).

Selon la direction de la compagnie, ECAir réalise à ce jour une rotation moyenne de 36 vols par semaine vers les différentes destinations desservies au départ des trois principaux aéroports internationaux du Congo (Brazzaville, Pointe-Noire et Ollombo).

Guy-Gervais Kitina



FEDERATION DES MUCODEC

Mutuelles Congolaises d'Épargne et de Crédit

Les Assemblées Générales des Caisses Locales MUCODEC se tiendront en mars 2014.

Sociétaires, votre voix compte ! Venez choisir vos élus locaux et ainsi participer activement à la vie de votre Caisse Locale.

DELEGATION BRAZZAVILLE – POOL - LIKOUALA			
Date	Heure	Caisse Locale MUCODEC	Lieu
Mardi 4 mars	14 heures	Moungali	Palais des congrès
Mercredi 5 mars	14 heures	Makélékélé	
Jeudi 6 mars	14 heures	Plateau des 15 ans	
Vendredi 7 mars	14 heures	Ouenzé	
Samedi 8 mars	09 heures	Bacongo	
Lundi 10 mars	14 heures	Talangaï	
Mardi 11 mars	14 heures	Poto - Poto	
Mercredi 12 mars	14 heures	Brazza Centre	
Jeudi 13 mars	14 heures	CCF	
Vendredi 14 mars	14 heures	Tsiémé	
Samedi 15 mars	09 heures	La Gare	
Lundi 17 mars	14 heures	Kinkala	Salle MATSOUA
Mardi 18 mars	14 heures	Impfondo	Salle des fêtes de la Préfecture
DELEGATION POINTE- NOIRE -- KOUILOU – NIARI – BOUENZA - LEKOUMOU			
Date	Heure	Caisse Locale MUCODEC	Lieu
Mardi 11 mars	14 heures	Mouyondzi	Maison commune
Mercredi 12 mars	14 heures	Madingou	Préfecture
Jeudi 13 mars	14 heures	Nkayi	Salle SARIS
Vendredi 14 mars	14 heures	Sibiti	Maison commune
Samedi 15 mars	09 heures	Dolisie	Salle ENI
Lundi 17 mars	14 heures	Fond Tié - Tié	Forum MBONGUI
Mardi 18 mars	14 heures	Grand Marché	
Mercredi 19 mars	14 heures	Mvou - Mvou	
Jeudi 20 mars	14 heures	Tié - Tié Centre	
Vendredi 21 mars	14 heures	Loandjili	
Samedi 22 mars	09 heures	Centre Ville P/N	
Lundi 24 mars	14 heures	Tchimbamba	
Mardi 25 mars	14 heures	Tchikobo	
DELEGATION PLATEAU – CUVETTE - SANGHA			
Date	Heure	Caisse Locale MUCODEC	Lieu
Mardi 11 mars	14 heures	Djambala	Maison de la femme
Mercredi 12 mars	14 heures	Gamboma	Bar Maison Blanche
Jeudi 13 mars	14 heures	Boundji	Bar MOLOMBA
Vendredi 14 mars	14 heures	Ewo	Salle du Conseil Départemental
Samedi 15 mars	14 heures	Owando	Réfectoire ENI d'Owando
Lundi 17 mars	14 heures	Oyo	CEG SASSE IPA
Mardi 18 mars	14 heures	Makoua	Salle des sœurs
Jeudi 20 mars	14 heures	Ouessou	Lycée
Vendredi 21 mars	18 heures	Ngombé	Siège du Comité du village
Samedi 22 mars	14 heures	Pokola	Ecole primaire
Mercredi 26 mars	14 heures	Mossaka	Bar KOUMOUS

Rejoignez-nous

BIODIVERSITÉ

La gestion de l'interzone du Dja-Odzala-Minkébé s'avère nécessaire

Deux jours durant, les experts du Congo, du Cameroun et du Gabon ont planché sur plusieurs dossiers qui concourent à la bonne marche du projet Tridom, dont la vocation est d'assurer la conservation, à long terme, d'aires protégées dans cet espace.

En premier lieu, le comité de pilotage a tenu à faire un bref rappel des recommandations adoptées lors de la cinquième session tenue l'année dernière à Libreville, au Gabon. L'occasion a permis aux experts de faire le point sur l'état d'avancement du projet, dans la perspective de sa clôture, prévue en mai 2015, ainsi que la présentation du rapport d'avancement du projet fin mai par les coordinateurs nationaux. «La rencontre de ce jour est une occasion de

faire le point sur l'avancement du projet après quatre ans de mise en œuvre, bien que tardive. Elle nous permettra de relever les lacunes, les défis et les enjeux de conservation à concilier avec ceux du développement au moment où le projet tend vers sa fin, prévue en 2015», a indiqué le directeur de cabinet du ministre de l'Économie forestière et du Développement durable, Michel Élénga, qui a patronné les travaux. Le projet Tridom, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan de convergence sous-régional, dans son volet conservation de la diversité biologique vise à maintenir les fonctions et la convivialité écologique du trinational Dja-Odzala-Minkébé. Il a aussi la responsabilité d'assurer la conservation, à long terme, de son

système d'aires protégées à travers un aménagement intégré, durable et participatif intégrant toute l'interzone.

En effet, dans la mise en œuvre de ce projet, le comité de pilotage régional, en tant qu'organe consultatif, est chargé d'évaluer l'état d'avancement du projet, et de faire des recommandations auprès des autorités habilitées afin d'envisager son succès. Il doit également veiller à la mise en œuvre des recommandations des rapports d'audit et faciliter la mobilisation des ressources. Ce projet, qui verra son lancement officiel en 2009, est le fruit de l'accord signé en février 2005 entre les trois pays. Il est placé sous l'égide de la Commission des forêts d'Afrique centrale.

Firmin Oyé

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Congo Télécom s'engage à couvrir 80% du territoire national

Cet engagement est l'un des défis majeurs que la société nationale de télécommunications tient à relever à l'horizon 2016 pour se redynamiser, a certifié l'administrateur général, M. Akouala, à l'issue d'une retraite stratégique de Congo Télécom organisée récemment à Brazzaville, au cours de laquelle il a dégagé les perspectives de l'année 2014.

En effet, après s'être dotée d'infrastructures adéquates et adaptées, Congo Télécom, a souligné l'administrateur général, dans son ambition de reconquérir sa place de leader dans le secteur des télécommunications au Congo se fixe deux objectifs stratégiques. D'emblée, il sera question pour la société de travailler d'arrache-pied, de manière à couvrir vraisemblablement, d'ici à 2016, environ 80% du territoire national de services de télécommunications de qualité: «Congo Télécom vise, entre autres objectifs stratégiques, la couverture de 80% du terri-

toire national en services des télécommunications de qualité d'ici à 2016 et une application totale des dispositions de la convention collective du secteur des télécommunications et des technologies associées au profit de ses travailleurs», a indiqué l'administrateur général de Congo Télécom.

Cet objectif noble s'ajoute à l'application totale par cette société des dispositions de la convention collective du secteur des télécommunications et des technologies associées au profit des employés, conformément à son plan de développement stratégique 2014-2016. Ce plan stratégique permet à Congo Télécom d'explicitier le cheminement technique et stratégique devant conduire la société de façon rassurée vers une performance aussi bien organisationnelle, économique que sociale. Toutefois, en application de ce plan stratégique, Congo Télécom consacre cette année 2014, à la

réalisation de deux programmes. Il s'agit notamment de connecter, à partir de la fibre optique, tous les Congolais aux services larges ainsi que d'autres contenus multimédias issus des technologies nouvelles. Il sera également question pour Congo Télécom de numériser des contenus administratifs, éducatifs, économiques et socioculturels afin de leur faciliter au quotidien les échanges multiformes.

Peu avant, lors de la cérémonie d'échange de vœux avec ses collaborateurs, l'administrateur général de Congo Télécom avait été sévère vis-à-vis de ses administrés dans le cadre de l'exécution de leurs missions au quotidien. Il les avait appelés à travailler davantage et dans la synergie afin de porter très haut l'étendard de la société. Il avait surtout saisi cette occasion pour mettre en garde tous les agents qui brilleraient par leur absentéisme au travail. Des sanctions disciplinaires sévères sont prévues pour ceux-là.

Firmin Oyé

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE BRAZZAVILLE

Vives tensions entre le personnel médical et les malades

Le Centre hospitalier universitaire de Brazzaville (CHUB) a été le théâtre d'une agitation, le samedi 8 février 2014 entre 20 heures et 21 heures 30. À l'origine de la colère des malades et visiteurs, la décision prise par le corps médical du Service pédiatrie nourrissons d'envoyer à la morgue un enfant de quatre ans qu'il avait déclaré décédé.

Cet avis médical n'a pas convaincu la famille du petit enfant qui a qualifiée de hâtive la démarche des médecins. «J'ai vu cette maman arriver avec, sur les bras, son petit enfant qui agonisait. Quelques minutes après, j'ai vu la femme sortir, en pleurant, et le petit enfant porté par un autre d'environ dix ans qui se dirigeait vers la morgue. C'est un scandale ! Comment confier un cadavre, si c'en est un, à un enfant?», a témoigné une femme qui ne

cachait pas sa colère devant ce genre de pratique. «Quand nous avons bien observé le corps, on s'est rendu compte que l'enfant bougeait encore. C'est à cause de cette précipitation que les médecins tuent les gens ici. Il faut que le ministre de la Santé vienne constater la situation», a ajouté une autre femme déjà aux prises avec un agent en blouse.



Le CHU de Brazzaville

La situation est allée en empirant au point que pour prévenir le pire, le service médical a dû alerter la police dont les éléments d'intervention sont arrivés à 20 heures 30 à bord de deux véhicules 4 x 4. Une présence qui a permis de rétablir le calme pendant que le corps de l'enfant était remis en salle pour

présent, nous ignorions que c'est un enfant qui devait conduire le corps à la morgue.» Alors que se déroule cette «enquête» de la police, qui avait plus l'allure d'une médiation, la coupure d'électricité est venue ajouter au courroux de la foule. Même si elle n'a duré que quelques minutes, cette brève coupure a plus ou moins déteint sur l'image du CHU de Brazzaville.

Après toutes les consultations, le corps médical a rendu son verdict sur le décès de l'enfant. Revenait à la police la charge de consoler la famille éplorée qui a repris son courage et a quitté les lieux sans créer de désordre.

Les Dépêches de Brazzaville



INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 | +242 06 992 04 91
E-mail : iprc@iprc-training.org / Site web: www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

FORMATION

– CONSEIL

– ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
MDPO5	Comment répondre à un appel à projet des bailleurs de fonds: outils, technique et pièges à éviter	5 jours	03 au 07 mars 2014
GMPO2	Formation en passation des marchés publics (Travaux, Fournitures et Services)	5 jours	03 au 21 mars 2014
MDP14	Maîtriser les approvisionnements et la gestion des contrats en management de projets	5 jours	17 au 21 mars 2014
EP15	Perfectionnement en Excel	4 jours	24 au 27 mars 2014
EPO5	Techniques de rédaction administration	5 jours	24 au 28 mars 2014
MDPO1	Planification et Gestion des projets avec MS Project	10 jours	01 au 11 avril 2014
MDP13	Etude d'impact environnemental et social des projets	5 jours	07 au 11 avril 2014
BTP02	Assurer la fonction de conducteur de travaux	5 jours	14 au 18 avril 2014
GRH04	Outils de pilotage des Ressources Humaines	3 jours	15 au 17 avril 2014
GMP07	Gestion des contentieux dans l'exécution des contrats des marchés publics	4 jours	15 au 18 avril 2014
GMP04	Essentiel de la passation des marchés : rappel pour spécialistes, Chef de projets, Chefs de cellule de passation de marchés etc.	5 jours	21 au 25 avril 2014
BTP07	Maitriser le logiciel EPANET : dimensionnement des réseaux d'eau	5 jours	Nous contacter
BTP03	Dessiner avec Autocad 2D&3D : initiation et perfectionnement	10 jours	Nous Contacter

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF) AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° BZV/OPS/001/2014

Pré-qualification des sociétés, entreprises, cabinets, consultants, ONGs et autres structures pour la provision des biens et services

Le Bureau de la Représentation du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) en République du Congo invite les fournisseurs, les compagnies nationales et internationales, les cabinets d'audit, les cabinets de conseil, les consultants, les institutions privées et paraétatiques ainsi que les ONG nationales et internationales à manifester leur intérêt pour l'exécution d'éventuels contrats de provision des biens, services et travaux de génie civil sur tout le territoire congolais, en vue d'établir une liste de fournisseurs et prestataires qualifiés dans les domaines d'activités et/ou d'expertises listées ci-après :

No	Domaines d'activités et/ou d'expertises (*)	No	Domaines d'activités et/ou d'expertises(*)	No	Domaines d'activités et/ou d'expertises(*)
1	Cabinet d'audits	21	Garage / Atelier/ Lavage Automobile	41	Services de formation en langue anglaise
2	Enquête/ Etudes/ Recherche	22	Transit Aérien, Maritime, Routier et Fluvial	42	Fourniture, installation et entretien d'équipements de production d'énergie solaire
3	Traduction /Interprétariat	23	Edition et Impression des documents et logos	43	Fourniture des pièces de rechange pour véhicules
4	Cabinet de Conseils, Audit et/ou d'Ingénieries	24	Sérigraphie et impression, Vidéographie, Designer	44	Transport express des colis et courriers
5	Cabinet d'architecture et/ou de contrôle de TP	25	Sculpture/ Peinture / Dessin / Photographie	45	Transport routier, fluvial et aérien des passagers
6	Bâtiments et Travaux Publics	26	Agences événementielles	46	Transport routier, fluvial, aérien & maritime des marchandises
7	Maçonnerie	27	Location de véhicules légers, 4x4, minibus et bus	47	Matériel de navigation (fabrication pirogues et baleinières)
8	Menuiserie (bois /métal)	28	Fourniture, installation et entretien d'extincteurs et autres matériels de sécurité	48	Fourniture, installation, entretien et réparation de moteur hors-bord & pièces de rechanges
9	Charpenterie (bois / métal)	29	Agences de voyages	49	Artisanat (vannerie, poterie, métaux en feuille,..)
10	Services de Soudure, installation et maintenance du réseau électrique, services de plomberie	30	Fabrication et/ou Vente de ciment	50	Fabrication et vente de Savon / Eau de Javel
11	Forage et installation des pompes d'eau potables	31	Fabrication et/ou des briques, des claustras, etc...	51	Fabrication et/ou vente des nattes, des matelas et de la literie
12	Installation de rideaux (confection, fourniture et pose)	32	Vente de sable, gravier, moellon, terre jaune/noire	52	Production et vente d'eau potable / boissons non alcoolisées
13	Décoration intérieure et extérieure	33	Quincaillerie/Vente matériaux de construction	53	Fourniture d'eau potable en camion-citerne
14	Couture	34	Vente ustensiles, tables et chaises en plastique	54	Hôtellerie - Hébergement
15	Vente de vêtements et chaussures	35	Vente, Installation, Entretien/Réparation de Groupes Electrogènes	55	Location de salle, matériel de conférence et tra
16	Pressing	36	Vente et Installation de Climatiseurs, Splits, Chambres froides	56	duction simultanée
17	Service traiteur et restauration collective	37	Vente des fournitures de bureau, librairie/presse	57	Commerce général – Alimentation, Vente d'équi
18	Entretien des jardins et autres espaces verts	38	Fourniture, installation et maintenance de matériel Telecom	58	pements électroménagers et de Cuisine, équipe
19	Entretien et nettoyage des locaux	39	Fourniture, installation et maintenance de matériel informatique et des consommables informatiques		ments audio-visuels
20	Vidange et curage de fosse septique	40	Fourniture, installation et maintenance des photocopieurs		Services et équipements de géolocalisation des véhicules
					Fourniture, installation et maintenance des équipements et circuits de vidéo surveillance

(*)NB: un fournisseur /entrepreneur peut exprimer son intérêt pour un ou plusieurs domaines d'activités et/ou d'expertises des biens ou services.

Toutes les entités intéressées (personnes physiques ou morales) sont invitées, munies d'une clé USB neuve, à venir retirer (sans frais) la version électronique du dossier de Manifestation d'Intérêt au Bureau de l'UNICEF à Brazzaville, D-34 rue Lucien Fourneau, à côté de l'Institut Français du Congo (Ex-CCF), ou au Bureau UNICEF à Pointe-Noire, 309 Avenue Marien Nguabi, en diagonale avec Laborex, à partir du 5 Février 2014, suivant l'horaire ci-après :

- **Lundi à jeudi : 09H00 à 13H00 et de 14H00 à 16H00**
- **Vendredi : 09H00 à 13H00**

Les manifestations d'intérêt, dûment exprimées, sous pli fermé et cacheté, seront adressées à la **Représentation de l'UNICEF à Brazzaville**, au plus tard le **14 Février 2014 à 13 heures précises**.

Brazzaville, le 04 Février 2014.

LA REPRESENTATION

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

Des décisions importantes pour la réforme des programmes

Les participants à l'atelier de validation des filières et métiers organisé par le ministère de l'Enseignement technique, professionnel, de la Formation qualifiante et de l'Emploi, les 6 et 7 février à Brazzaville, ont approuvé l'idée de la réforme des programmes préconisée par la tutelle.

Regroupés en huit sous-groupes pour examiner les questions liées aux secteurs primaire et secondaire, aux carrières enseignantes et aux Beaux-Arts, à l'économie sociale et familiale, à la pédagogie, aux carrières administratives et financières et au commerce, les participants venus de divers horizons ont adopté plusieurs conclusions. Il s'agit, entre autres, de la suppression de certaines filières ; de la reformulation de quelques filières et métiers ; de propositions de nouvelles filières ; de la proposition d'éclatement de certains diplômes et de la suppression des brevets d'études techniques au profit des certificats d'aptitude professionnelle dans le cadre de la professionnalisation des filières. Les autres propositions concernent l'allongement de la durée de certaines formations, notamment le métier de sage-femme et d'accoucheur ainsi que la création de nouvelles certifications, précisé-

ment le baccalauréat professionnel. Les participants à cet atelier ont enfin formulé des recommandations portant sur la validation technique par les professionnels

un personnel compétent de qualité. Nous avons par exemple pensé qu'il était nécessaire de faire en sorte que le niveau de formation des sages-femmes soit élevé à qua-

lité. Les filières ne permettaient pas d'auto-insertion ou une employabilité plus efficace au niveau national. Parmi les filières à supprimer, il y a le management des

Étombé.

Clôturant les travaux, le ministre a rappelé que cet atelier constituait une étape importante dans l'exécution du projet de révision des programmes de formation de l'enseignement technique, professionnel et de la formation qualifiante. Ce qui est, a-t-il précisé, à côté de la remise à niveau des infrastructures et des plateformes techniques, l'une des composantes fondamentales de la refondation de ce sous-secteur de l'éducation nationale dans notre pays. «Ce travail doit absolument être réussi, car telle est la volonté du président de la République, Denis Sassou-N'Guesso, qui a fait de l'éducation nationale une priorité dans le budget d'investissement 2014, renouvelant ainsi l'attention fort marquée portée à l'enseignement technique et professionnel l'année dernière», a-t-il indiqué.

Le ministre de l'Enseignement technique, professionnel, de la Formation qualifiante et de l'Emploi a également insisté sur le fait que ce travail devait être achevé cette année pour répondre au challenge de former très rapidement des compétences congolaises capables de répondre à la forte demande en main-d'œuvre qualifiée.

Parfait-Wilfried Douniama



Une vue des participants. (© Adiac)

des conclusions de cette rencontre en matière de certification des nouvelles filières et des nouveaux métiers et sur l'élaboration des parcours qualifiants.

Participant à ces assises, l'inspecteur itinérant Guillaume Étombé pense que ces décisions s'inscrivent dans le but de rehausser le niveau de compétence des agents formés au niveau de ce sous-secteur: «Nous avons besoin d'avoir

tre ans, comme cela se passe dans d'autres pays. La suppression des filières dépend justement de la lecture que nous faisons de l'économie nationale parce que les programmes qui sont rédigés tiennent compte des besoins de l'économie nationale en matière de compétences d'agents formés», a-t-il expliqué.

Selon lui, l'option de la suppression a été acquise suite à un constat qui a révélé que certaines

entreprises agricoles. «Il n'est pas très judicieux de former les gens qui ne sont là que pour gérer, alors que la priorité est d'abord accordée à la production, ce qui fait qu'il s'agit d'amplifier les enseignements de gestion et de management dans les autres filières agricoles pour faire en sorte que le producteur soit capable lui-même de gérer sa production et de la commercialiser», a conclu Guillaume

EY Congo INVITATION*

à la réunion d'information et d'échanges sur le thème fiscal :

**La loi de finances pour 2014
Ce qui change pour les entreprises !**

**Judi 13 février 2014 à 9 Heures
Hôtel Azur Le Gilbert's à Pointe-Noire**

*Invitation et Petit-déjeuner offerts aux Adhérents et Abonnés à partir de 9H
Inscription : josette.banguyssat-bouesso@cg.ey.com



**Ernst & Young
Brazzaville
Immeuble des MUCODEC
3^e étage
Bd. Denis Sassou Nguesso
BP. 84 Brazzaville
Congo**

**FFA Juridique & Fiscal
Pointe-Noire
Immeuble CNSS
4^e étage
Avenue Charles de Gaulle
BP. 5974 Pointe-Noire
Congo**

**Pas de crédit ?
Garde le SOURIRE avec**

**WARID
SO-V-NGA**



Appelle maintenant, Paie plus tard.

Pour emprunter du crédit de communication :
Compose *1818*1# OK pour obtenir 100 FCFA de crédit.
Compose *1818*2# OK pour obtenir 200 FCFA de crédit.

Le crédit emprunté est remboursable à la prochaine recharge
Offre soumise à conditions.

www.waridtel.cg 04 400 01 23 ou 123




BUROTOP IRIS



www.burotop.com

Ordinateur de bureau DELL

- Processeur Intel Dual Core à 2.9 GHz
- Mémoire RAM à 4 Go
- Disque dur à 500 Go
- Ecran plat 20"
- Garantie 1 an



+ Onduleur EMERSON LIEBERT de 650 VA

+ Multiprises APC

+ Imprimante HP 2516 Multifonction couleur



399.000 FCFA HT

Cette offre est Hors taxes et réservée aux particuliers, dans la limite de 1 pièce par personne. Le paiement doit se faire CASH et aucune remise ne pourra être accordée.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88

HSIET YTO HSIET CONGO DEVELOPPEMENT Tél: 06 699 3688 / 06 600 8865 , Adr: 1593 Avenue 3 Martyrs Batignolles Brazzaville, arrêt bus papa gaz







1 400 000F TTC **23 500 000F TTC** **2 000 000F TTC** **32 900 000F HT** **41.200 000F HT**

Tracteur HOWO 375CV Avec Remorque conteneur

AMIC Télécom

Fournisseur d'accès Internet

Installez l'internet + un routeur Wifi à 149,000 FCFA gagnez 1 mois gratuit de connexion haut débit de 512 Kbps.

Direction Général Immeuble CNSS / 1er étage Brazzaville - Congo
Tel: 05 545 07 60 / 06 950 53 02 / 06 888 81 81 / 01 888 81 81
Email: Support@amc-telecom.com

COMMISSION DE DÉFENSE ET SÉCURITÉ (CÉÉAC)

Des recommandations sont formulées aux organes décisionnels supérieurs

Après la réunion des experts de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Céac) les 4 et 5 février, la Commission de défense et de sécurité (CDS) a procédé, le 6 février à Brazzaville, à la validation définitive du rapport de synthèse. Celui-ci servira au lancement des nouvelles activités contenues dans le programme d'action.

La principale ambition de cette rencontre était de donner à la sous-région Afrique centrale l'opportunité de mettre en place des instruments de sécurité collective, à l'exemple du Centre régional de la sécurité maritime en Afrique centrale (Cresmac).

Les débats se sont focalisés sur les questions liées à la nouvelle vision de l'institution : la revue sécuritaire et les questions spécifiques ; la validation des spécifications de l'exercice «Loango 2014» ; l'opérationnalisation du Centre Régional de la sécurité maritime en Afrique centrale (Cresmac) ; et enfin, le dépôt logistique régional de la Force multinationale de l'Afrique centrale (Fomac).

À l'issue des travaux, la CDS a constaté avec bonheur, dans un communiqué, qu'en dépit des difficultés inhérentes aux lacunes de planification logistique et à la crise de confiance entre la Force et cer-



Photo de famille des chefs d'état-major de la CEAC à Brazzaville

tains fournisseurs, la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (Misca) offrait une perspective prometteuse en raison de la rationalisation de ses méthodes de gestion à travers l'externalisation de certaines fonctions et la concrétisation à venir des engagements financiers de certains partenaires extérieurs.

«Le complément d'information apporté par le Comforce-Misca sur les questions relatives aux effectifs, à l'activation de l'état-major de la Force et à la recherche du renseignement ainsi que les échanges de

vues qui ont ponctué cette première séquence de la quatorzième CDS ont édifié les participants sur les efforts portés à l'amélioration des conditions de la Misca», déclare la CDS dans son communiqué. Et d'ajouter: «L'envoi par le commandement des Forces armées de la RDC d'un important lot de médicaments à son contingent en RCA, la confirmation par le Cameroun et le Gabon de la disponibilité respectivement d'un avion Casa et d'un hélicoptère médicalisé ainsi que l'engagement de l'Angola à concrétiser ses engagements financiers dans les meilleurs délais

conforment cette perspective prometteuse [...] À la lumière des conclusions de ces échanges, il est apparu la nécessité de garantir une fluidité de l'information entre les États contributeurs de force et la Misca.» «Abordant la revue sécuritaire de la sous-région, le directeur du Mécanisme d'alerte rapide d'Afrique centrale (Marac) a relevé une évolution positive de la situation sécuritaire dans l'ensemble de la sous-région malgré la persistance de certains foyers de tension», précise la déclaration. La CDS a pris bonne note de la fragilité de la situation sécuritaire en

RCA et dans l'est de la RDC. Le communiqué fait mention de l'inquiétude exprimée par les autorités de la RDC quant aux flux de réfugiés centrafricains sur son territoire et des conséquences que pourrait entraîner un déploiement du contingent rwandais le long de sa frontière, à l'intérieur de la RCA et à Bangui.

Le communiqué souligne le risque élevé d'accroissement des actes de banditisme pouvant évoluer jusqu'à constituer une menace pour l'intégrité du territoire en RCA. Sur le plan humanitaire, la sous-région continue à enregistrer un nombre important de déplacés internes, particulièrement en RCA et en RDC.

Après des échanges, la CDS a formulé plusieurs recommandations, parmi lesquelles : l'institution de réunions périodiques des directeurs des Services de renseignements des pays membres de la Céac ; l'opérationnalisation du Cresmac, qui demeure un objectif prioritaire pour les instances communautaires.

À cet effet, il a, entre autres, été vivement recommandé au secrétariat général de la Céac de procéder dans les meilleurs délais à la transmission formelle des documents aux États en vue de leur examen à la prochaine CDS.

Guillaume Ondzé

EXPLOITATION DE L'URANIUM

Paris reconnaît la légitimité des revendications du Niger vis-à-vis d'Areva

Le ministre français en charge du Développement, Pascal Canfin, a jugé «légitimes» les revendications du Niger, quatrième producteur mondial d'uranium, dans le bras de fer fiscal qui l'oppose au géant nucléaire Areva depuis la fin du précédent contrat.

Le Niger est le deuxième fournisseur d'uranium du groupe français Areva qui tente de s'accorder avec l'État nigérien



sur de nouveaux contrats d'extraction pour les dix prochaines années, les précédents étant arrivés à échéance le 31 décembre 2013.

Mais les négociations butent sur les exonérations fiscales dont le géant français de l'uranium bénéficiait jusqu'à présent et que le Niger souhaite supprimer en

appliquant son Code minier de 2006.

L'État français, actionnaire d'Areva à plus de 80%, est sorti de sa réserve sur ce dossier. Devant l'Assemblée nationale, Pascal Canfin a insisté sur la légitimité des demandes du Niger et a rappelé que le gouvernement «se [battait] pour la transparence dans le monde, au G8, au G20, au niveau européen et le fera au Ni-

ger.» Areva et le Niger se sont finalement accordés pour conclure les négociations en cours à la fin du mois février. Le groupe Areva exploite l'uranium du Niger à travers ses filiales locales, la Somaïr et la Cominak. Les conventions minières nigériennes fixant leur cadre juridique et fiscal depuis 2003 sont arrivées à échéance le 31 décembre 2013.

Noël Ndong



MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION CIVIQUE (MJEC)
Agence Nationale pour l'Insertion et la Réinsertion des Jeunes (ANIRJ)



FORMATION DES JEUNES EN ENTREPRENEURIAT - PPEJ

Inscription immédiate par SMS ou par E-mail avant le 15 mars 2014 à 14 h 00

Porteurs de projets ou d'idées de projets socio-économiques

Envoyez vos noms, prénoms, âge, niveau d'études, adresse aux:

GSM : 01 987 87 57 / 06 987 87 57 / 05 528 55 43 / 04 438 90 80

Email: anirjcongo@gmail.com BP: 5024 Brazzaville

Lieu : ANIRJ (en diagonal du Campus Impérial) ou au 26^{ème} étage de la Tour Nabemba

AMBITIONS • TALENTS • RÉUSSITES

DREAM

magazine

> OCTOBRE 2013 • GRATUIT <

CONGO

UN FUTUR EN OR



MISS CONGO 2013
CÉCILIA : " J'AI MA BEAUTÉ ET MON INTELLIGENCE"



LES FEMMES LES PLUS INFLUENTES DU CONGO

LISA ATHANE
LA PÉPITE QUI VOIT GRAND



Nous vous ouvrons les portes du Moyen-Orient

Brazzaville - Dubaï

3 Vols directs / semaine



ECAir
Bienvenue chez vous.

www.flyecair.com + 242 065 09 05 09 (Congo)
+ 971 4 282 21 99 (Dubai)
relationclients@flyecair.com + 33 01 78 77 78 77 (France)

TerraTech
le monde de l'informatique

Promotion spéciale

Ordinateurs portables **acer**

- > Acer Celeron (Couleur Rouge)
- > Acer Celeron (Couleur Grise)

Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz)
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC



GARANTIE 1 ANNEE

Gratuit

Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com

acer hp dell TOSHIBA Leading Innovation! Microsoft APC by Schneider Electric iPad SONY lenovo Genius Fujitsu

CONGO-CENTRAFRIQUE

La présidente de la transition en visite officielle à Brazzaville

Quinze jours après son investiture à la tête de la transition centrafricaine, le 25 janvier à Bangui, Catherine Samba-Panza, a choisi le Congo pour sa première sortie officielle. Elle est arrivée à Brazzaville le 8 février en fin de matinée, où elle a été accueillie à sa descente d'avion par son homologue congolais, Denis Sassou-N'Gusso.

Répondant aux questions des journalistes, Catherine Samba-Panza a expliqué que le choix porté sur le Congo pour cette première sortie officielle est un symbole fort, ajoutant: «Dans

côtés, et le président de la République du Congo s'est personnellement investi dans la résolution de cette crise. Comme vous le savez bien, le président Denis Sassou-N'Gusso est le médiateur de la crise centrafricaine», a-t-elle déclaré.

La présidente de la transition centrafricaine a également salué la mémoire des soldats congolais qui ont trouvé la mort en Centrafrique dans la quête de la paix en manque dans ce pays frère. «Le peuple congolais a perdu des éléments dans cette crise. Il était de mon devoir, par gratitude et par reconnaissance, de

Expliquant les raisons qui ont motivé sa candidature à la tête de la transition centrafricaine, Catherine Samba-Panza a dit qu'elle a tout simplement voulu apporter sa contribution pour aider ce pays meurtri à se relever, car, a-t-elle poursuivi, les populations vivaient dans la détresse et dans le dénuement le plus total. Pour relever les défis énormes qui l'attendent, la présidente de la transition

La Présidente de la transition centrafricaine, Catherine Samba-Panza, a regagné son pays hier, en fin d'après-midi, après un séjour de travail de 48 heures.

Elle était accompagnée à l'aéroport international Maya-Maya de Brazzaville, par le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Gusso.

La veille, les deux personnalités ont eu un tête-à-tête au cours duquel ils ont évoqué la situation sécuritaire et humanitaire de la République Centrafricaine.

de la République centrafricaine avoue qu'elle compte sur l'appui de ses pairs de la sous-région d'Afrique centrale et de



Catherine Samba-Panza accueillie par Denis Sassou N'Gusso à Maya-Maya

la communauté internationale. «Je me suis engagée à apporter ma contribution dans la mesure de mes capacités pour aider mon pays à se relever de cette crise et essayer d'apporter également un réconfort à la population qui souffre depuis plusieurs mois. Je suis à la tête du pays depuis quinze jours. Au bout de quinze jours, on ne peut pas faire de miracles même si on a la volonté déterminée d'y arriver. Et c'est pour cela que je compte énormément sur mes aînés de la sous-région et sur l'ensemble de la communauté

internationale déterminée à m'accompagner dans mon mandat pour trouver des solutions urgentes aux problèmes qui continuent à se poser dans mon pays», a-t-elle renchéri, concluant par ailleurs qu'elle ne laisserait pas de côté la diaspora de son pays qui doit, elle aussi, jouer un rôle important dans la résolution de la crise centrafricaine.

Signalons que pendant son séjour à Brazzaville, Catherine Samba-Panza aura un tête-à-tête avec son homologue congolais, Denis Sassou-N'Gusso.

Tiras Andang



La communauté centrafricaine saluant l'arrivée de la présidente à Brazzaville. (© DR)

la crise que la République centrafricaine vit depuis plusieurs mois, le peuple frère congolais a toujours été à nos

commencer ma première sortie officielle par ceux qui nous ont accompagnés et qui nous ont aidés dans la résolution de notre crise», a-t-elle ajouté.

SOLIDARITÉ

Les pharmaciens du Congo font un don de médicaments à la Centrafrique

En séjour de travail en République du Congo, la présidente de transition de la République Centrafricaine, Catherine Samba-Panza, a réceptionné le 9 février, des mains du président de l'Ordre national des pharmaciens du Congo, Hyacinthe Ingani, un don de médicaments d'une valeur de 55 millions de FCFA.

La cérémonie s'est déroulée à la résidence de l'ambassadeur de la République Centrafricaine au Congo. Catherine Samba-Panza s'est dite très touchée par la marque de solidarité des Congolais à l'égard du peuple centrafricain en proie à de multiples difficultés de tous genres, depuis le début de la crise armée.

«Lorsque je m'étais portée candidate à la magistrature suprême de mon pays, j'avais mesuré l'immensité de la tâche qui m'attendait. Je ne peux réussir dans cette



Catherine Samba-Panza et Hyacinthe Ingani

mission qu'avec le soutien de tout le monde. Le geste que les pharmaciens du Congo vient de faire s'inscrit dans le cadre de cette solidarité internationale que j'ap-

pelle de tous mes vœux», a-t-elle déclaré. Elle a rappelé ses principaux combats qui se résument, pour l'essentiel, à la restauration de la sécurité et à la création des conditions de

vie favorables dans son pays. Catherine Samba-Panza a également assuré son auditoire qu'elle s'emploiera à faire que tous les Centrafricains qui ont quitté leur pays du fait de la guerre puissent revenir au bercail.

La présidente de transition de la Centrafrique a salué les efforts multiformes que déploie le Congo en faveur des populations sinistrées de son pays. Elle est consciente du nombre de réfugiés provoqué par l'insécurité dans son pays. Cet état de fait, a-t-elle dit, surcharge le Congo qui héberge depuis des années des réfugiés des autres pays. En outre, elle a remercié l'Ordre national des pharmaciens du Congo pour ce don de médicaments dont la valeur en millions de FCFA est très considérable.

De son côté, le président de l'Ordre national des pharmaciens, Hyacinthe Ingani, d'abord a indiqué que ce geste

est l'expression de la solidarité africaine avant de rappeler les liens historiques qui existent la République du Congo et la République Centrafricaine.

Réunis au sein des mêmes communautés économiques et monétaires, les deux pays ont une communauté de destin. La souffrance des uns, a-t-il déclaré, ne peut laisser indifférents les autres. Hyacinthe Ingani a salué la mobilisation des pharmaciens congolais et des autres donateurs qui n'ont pas bouché leurs oreilles à l'appel des pharmaciens du Congo, lancé le 15 janvier 2014, à la faveur de la conférence de presse animée à Brazzaville.

Il a salué l'implication personnelle du président de la République, Denis Sassou N'Gusso, qui a accepté d'affréter, à partir de mardi 11 février, ces tonnes de médicaments vers la République Centrafricaine.

Roger Ngombé

Ministère de la Santé et de la population

République du Congo
Unité * Travail * Progrès

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord signé entre le ministre de la Santé publique de Cuba et le ministre de la Santé et de la population du Congo, il est demandé à toutes les personnes détentrices d'un doctorat en médecine, désireuse de se spécialiser dans une filière donnée, de bien vouloir déposer leur dossier de candidature au cabinet du ministre de la Santé et de la population, dans la période du jeudi 13 au vendredi 28 février 2014. La liste des spécialités est à consulter au ministère de la Santé et de la population, dans les directions départementales de santé ainsi que dans les différents organes de presse.

Chaque candidat devra effectuer un choix de trois (3) spécialités.

Le dossier devra comprendre les pièces suivantes :

- Demande manuscrite ;
- Copie du diplôme légalisé ;
- Un casier judiciaire ;
- Un certificat de nationalité ;
- Un certificat médical.

N.B. : Le dépôt du dossier est gratuit.

LISTE DES SPÉCIALITÉS À CUBA

Spécialités médicales

durée

Soins intensifs et urgences	3 ans
Cardiologie	3 ans
Endocrinologie	3 ans
Néphrologie	2 ans
Neurologie	3 ans
Psychiatrie	3 ans
Psychiatrie infantile	3 ans
Rhumatologie	3 ans
Dermatologie	3 ans
Anesthésie réanimation	3 ans
Pédiatrie et gérontologie	3 ans
Hygiène et épidémiologie	2 ans
Allergologie	3 ans
Médecine physique et rééducation	2 ans
Oncologie	4 ans
Médecine sportive	3 ans
Gastroentérologie	3 ans
Hématologie	3 ans
Pédiatrie	3 ans
Néonatalogie	2 ans
Pneumologie	3 ans
Psychologie médicale	2 ans
Pharmacologie	4 ans
Biochimie clinique	4 ans
Laboratoire clinique	4 ans
Microbiologie	2 ans
Phoniatry et logopédie	3 ans
Administration et organisation de la santé publique	2 ans
Imagerie médicale	2 ans

II spécialités chirurgicales

Angéologie et chirurgie vasculaire	4 ans
Chirurgie cardiovasculaire	6 ans
Chirurgie générale	4 ans
Chirurgie maxillo faciale	3 ans
Chirurgie pédiatrique	4 ans
Stomatologie générale	2 ans
Chirurgie plastique et graves blessures	4 ans
Gynécologie obstétrique	4 ans
Neurochirurgie	4 ans
Ophtamologie	3 ans
Orthopédie traumatologie	3 ans
Urologie	4 ans
Otorhino-larynologie (ORL)	3 ans

Fait à Brazzaville, le 07 FEV. 2014

Jean Philippe NGAKOSS



FRANCOPHONIE

Les ambassadeurs s'organisent pour promouvoir la langue française

L'ambassade du Congo en France a servi de cadre à la réunion d'une trentaine d'ambassadeurs des États et gouvernements francophones accrédités auprès de la République française et des représentants personnels au Conseil permanent de la Francophonie, des chefs d'État et de gouvernement membres et observateurs auprès de l'OIF résidant en France, pour créer le Groupe des ambassadeurs francophones de France (GAF - France). Cette réunion s'est tenue à l'initiative du délégué général du Québec et représentant personnel de la Première ministre du Québec auprès de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Michel Robitaille, et à l'invitation de l'ambassadeur du Congo en France au Conseil permanent de la Francophonie, Henri Lopes.

La création de ce groupe informel a pour objectif de promouvoir la langue française ainsi que les valeurs et principes de la

Francophonie. Ses actions viseront à faire connaître la Francophonie dans toute sa diversité, à contribuer au rapprochement des peuples ainsi qu'à la création et la valorisation des synergies dans l'espace francophone.

Lors de sa réunion constitutive, le GAF de France a adopté un projet de charte soumis par l'Arménie, le Congo, la Principauté de Monaco, le Québec, la République démocratique du Congo et le Sénégal.

Le GAF a également élu, à l'unanimité, son premier président, Christian Ter-Stépanian, représentant personnel du président de l'Arménie au Conseil permanent de la Francophonie. Dans sa mission, le président du GAF sera épaulé par un bureau constitué des représentants du Congo, de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de Maurice, de la Principauté de Monaco, du Québec, de la République démocratique du Congo et du Sénégal.

Hermione Désirée Ngoma

THÉÂTRE

La succession au trône », première pièce de Fred Stève Ikié

Qui va succéder au roi Youblend ? Les habitants du royaume d'Ossimebonga se posent la question. Dans cette pièce de théâtre de quatre-vingt-dix pages, l'auteur nous relate l'histoire d'un vieux roi fatigué qui ne sait comment léguer son trône à l'un de ses premiers fils, comme l'exige la tradition.

Dans le royaume d'Ossimebonga, le roi ne peut rien décider sans l'accord des dieux, les seuls maîtres. «Je crois que les dieux doivent déjà penser à cela. Vous devez vite agir», s'inquiète Yakoro, conseiller du roi. «Vous avez raison, cela ne doit pas tarder. Je crois que nous allons tirer cette situation au clair, nous devons mettre toute la lumière sur ce problème» répond le roi, qui convoque tous les sages pour leur parler. «Mon palais est animé par un esprit d'incertitude. Je dois léguer le pouvoir à l'un des fils, de préférence le premier», leur explique-t-il.

Tokito est le fils biologique du roi, reconnu dans le royaume comme le neveu du roi. Van-Flo, son deuxième fils, est considéré comme le premier né du roi et brigue le trône: «Je me souviens qu'un soir, vous m'aviez appelé devant la case de nos ancêtres

pour me dire que j'étais le premier fils et le premier enfant. Vous m'aviez même dit que j'étais le seul héritier de ce trône. Je suis donc le futur et prochain roi.»

Le roi ordonne à Tata Pion, messager des dieux, de préparer la

qui ont déjà été victimes de ce genre de situation. Nous devons faire attention», souligne Yakoro.

En effet, la situation est complexe. Les deux femmes du roi étant stériles, les dieux réclamaient un successeur. Le roi entretenait en secret des relations amoureuses avec Melas Ira, la mère de Tokito, que l'on passait pour la veuve du frère du roi afin de l'intégrer à la cour. Enceinte, elle avait été amenée au palais avec l'autorisation des dieux. Mais un mois après, la première femme tombait à son tour enceinte: Tokito naissait deux secondes avant Van-Flo, et le roi ne peut savoir lequel des deux est son premier fils.

La vérité éclate au grand jour. Tokito, croyant son père mort, s'enfuit du palais. Le roi tombe alors malade, et sa guérison dépend du retour de son fils. Que va-t-il se passer ?

Né à Oyo, dans le département de la Cuvette, Fred Stève Ikié est élève en classe terminale littéraire, à l'École militaire préparatoire Général-Leclerc de Brazzaville.

La succession au trône est son premier texte. Paru aux Éditions L'Harmattan Congo, il est disponible à la librairie des Dépêches de Brazzaville.

Rosalie Bindika



cérémonie d'initiation. Avant la date prévue, le roi l'appelle pour en savoir davantage. «Je reçois les menaces des dieux chaque soir, ils ne sont pas contents», répond le messager. D'aucuns pensent que Van-Flo devrait être initié, d'autres estiment que la décision ne doit pas être précipitée. «Nous ne pouvons pas décider et n'avons pas droit à l'erreur. Il y a des royaumes



CFAO MOTORS

cfaogroup.com

Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matéve BP 1110 - Tél.: (242) 05 550 17 78 / 06 665 44 65
 Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso BP 247 - Tél.: (242) 05 504 93 33 / 06 665 14 38/39
 www.cfaomotors-congo.com

DISTRIBUTEUR OFFICIEL



TOYOTA

**HSD Human Resource Solutions Congo Ltd
SARL**
Au capital de 1 000 000 FCFA
Siège social : Brazzaville, BP 1371
R.C.C.M. CG/BZV/08B1309-NUI M2009 11000012913

Brazzaville, le 5 février 2014


Objet : Assemblée générale extraordinaire

Monsieur et cher associé,
Les associés de la société HSD Human Ressource Solutions Congo Ltd, sont convoqués le 20 février 2014 à Marina Hôtel à 12 heures 00 minute, dans la salle de conférence, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1-Adoption de l'ordre du jour ;
- 2-Discussion et adoption du compte rendu de la dernière assemblée générale ;
- 3-Clarifications sur la gérance et examen des suites juridiques à donner à la situation actuelle ;
- 4-Modification (Mise à jour) des statuts de la société ;
- 5-Divers.

Nous vous prions de bien vouloir assister à cette Assemblée générale extraordinaire ou de vous y faire représenter par un mandataire Associé, au moyen de la formule de pouvoir ci-joint que vous aurez l'obligeance de transmettre à l'intéressé.

Comptant sur votre présence, nous vous prions d'agréer, Monsieur et cher Associé, l'expression de nos sentiments distingués.



Rufin YAMA

Actionnaire

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU PLAN, DU PORTEFEUILLE PUBLIC
ET DE L'INTEGRATION
PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
Crédit n° 5063 -CG
Unité d'Exécution du Projet
B.P 2116 Brazzaville, République du Congo, Tel : 06 921 91 16 ; 06 635 50 36, Courriel : prctg@yahoo.fr

AVIS DE SOLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N° 09C/MEFPPPI-CAB/PRCTG-SPM/14

« Recrutement d'un consultant individuel international pour la formation de vingt (20) techniciens de l'équipe d'exploitation fibre optique du Ministère de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration (MEFPPPI) »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit n° 5063-CG, pour le financement des activités du Projet de Renforcement des capacités de Transparence et de Gouvernance (RRCTG), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Don pour financer les services de consultants ci-après : Recrutement d'un Consultant individuel international pour la formation de vingt (20) techniciens de l'équipe d'exploitation fibre optique du MEFPPPI»
2. La formation vise de manière générale à permettre au vingt (20) techniciens de l'équipe d'exploitation fibre optique du MEFPPPI d'acquérir les compétences techniques sur l'exploitation de l'infrastructure fibre optique.

Les objectifs spécifiques sont :

i) former les vingt (20) techniciens de l'équipe d'exploitation fibre optique du MEFPPPI sur les technologies pratiques de la soudure, de la réflectométrie, de la certification et sur la théorie des réseaux LAN/WAN ;

ii) rendre apte et autonome les techniciens d'exploitation de l'infrastructure fibre optique du ministère.

La durée de la mission est de trente (30) jours ouvrables.

3. L'Unité d'Exécution du PRCTG invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services.

Le dossier de candidature devra comporter les renseignements suivants :

- les copies des diplômes ;
- les compétences du candidat pour la mission, notamment l'indication de références techniques vérifiables en matière de missions similaires (liste des précédents clients pour ce type de mission : année, coût de la mission, nom et adresse complète du représentant du client) ;
- l'adresse complète du consultant (localisation, personne à contacter, BP, Téléphone, Fax, Courriel).

Profil du Consultant :

- Le consultant individuel international devra :
- être titulaire d'un diplôme universitaire BAC+5 au moins dans le domaine de l'informatique et de la mise en œuvre du réseau de télécommunications, fibre optique et cuivre;
 - avoir au moins cinq (05) années d'expérience professionnelle dans le domaine des réseaux haut débit ;
 - avoir une expérience avérée dans la conception des réseaux ;
 - avoir la maîtrise des équipements FIJIKURA, JDSU, NEXANS ;
 - avoir la maîtrise de la régulation des télécommunications;
 - bien comprendre et maîtriser la théorie et la conception des réseaux.
4. Sur cette base, un Consultant individuel sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011 ». Le Consultant sera sélectionné sur la base de la comparaison des CV.
5. Les intéressés doivent s'adresser à l'Unité d'Exécution du PRCTG pour obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 16 h 00.
6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, Vendredi 28 Février 2014:

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES
DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
UNITE D'EXECUTION DU PROJET
SECTION PASSATION DES MARCHES
B.P 2116 Brazzaville, République du Congo
Derrière le Commissariat Central
Courriel : prctg@yahoo.fr

Brazzaville, le 06 février 2014
Le Coordonnateur

Marie Alphonse ITOUA

PROMO VISA- DUBAI

Prix : 65.000FCFA (du 07/02/14 au 07/04/14) maritime et aérien).

Kasstour Partenaire de Direct – Africa

Nos Services :

- Vente des voitures toutes marques (neuves et occasions).
- Vente de pièces détachées à votre demande.
- Agence de voyage (vente de billet d'avion de toutes destinations).
- Obtention de visa (Dubai, Chine, Afrique du sud etc...)
- Assistance à l'aéroport de Dubai.
- Transport des marchandises (frets

Veillez nous contactez à l'adresse suivante :

Bzv (croisement avenue de la paix, rue Mayama N°84 Mougali)
Tel : 05 00 900 90 / 06 26 50 81/ 06 926 18 92

Email: directafricabzv@yahoo.fr , kass-tour@yahoo.fr

PNR 476 Boulevard Felix Tchicayas – OCH

Tel : 05 533 17 87 /06 628 61 67
Email : directafricapnr@gmail.com

SÉMINAIRE DE FORMATION SUR LA CRÉATION DES SITES WEB

Contenu du séminaire:

- Comprendre le concept de site statique et de site dynamique
- S'initier et se perfectionner aux langages de création de sites web : HTML et PHP
- Installer et configurer l'environnement de travail WAMP5 (Server Apache, PHP/MySQL).
- Se familiariser avec la base de données MySQL.
- Connaître la syntaxe des commandes SQL pour créer des requêtes avancées
- Stocker et manipuler les données de la base avec PHP
- Étudier un cas pratique.

Public visé: Débutants et initiés

Début : 13 Février 2014

Durée : 5 semaines.

Coût : 35 000 Frs + 1 marker non permanent.

Lieu : Immeuble en face du hall des légumes Agri-Congo, Marché total (Derrière la fac des droits). M.SYS

Contact : 06 937 60 54 / 05 556 90 64

NÉCROLOGIE

La direction de Bouygues Energies & Services Congo a le regret d'annoncer aux agents, amis et connaissances, le décès de l'agent Christian Adamkeby survenu mardi 04 février 2014 suite d'un accident de circulation.

La veillée mortuaire se tient au n° 12 de la rue Condorcée, derrière la mairie de Bacongo.

La date de l'enterrement sera communiquée ultérieurement

La direction de Bouygues Energies & Services Congo, au nom de ses collaborateurs, présente ses condoléances à la famille éprouvée.



La direction de Bouygues

In memoriam

10 février 2010 – 10 février 2014

Cela fait quatre (4) ans qu'il a plu à Dieu d'arracher à l'affection des siens, Papa Yoka André.

À l'occasion de ce triste anniversaire, monsieur Guylin Ngossina agent des Dépêches de Brazzaville, madame Peya Oyoya Pamela et famille demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire. Que son âme repose en paix.



BANDE DESSINÉE

Didier Drogha héros des Éditions Dagan

Après la bande dessinée sur l'international Camerounais Samuel Eto'o, les Éditions Dagan éditent par le biais du 9^e art, la belle épopée de Didier Drogha. L'actuel attaquant de pointe ivoirien de Galatassaray, en Turquie, a désormais une partie de sa carrière, d'Abidjan à Londres en passant par Marseille, retracée dans le Tome I d'une bande dessinée intitulée *Didier Drogha Tome I de Tito*.

Initialement sortie en Côte d'Ivoire en décembre 2012, la bande dessinée sur l'international Ivoirien vient de paraître en France le 3 février dans une toute nouvelle version. Les deux auteurs, Gabin Bao et Pierre Sauvalle pour les dessins, ont voulu raconter l'incroyable parcours de Didier, né à Abidjan, avant de s'imposer en France, au Mans, à Guingamp et surtout à Marseille, puis de rejoindre Chelsea, en Angleterre, où il a gagné la Champions League en 2012. Les lecteurs découvrent que de 1978 à 1983, Didier Drogha a grandi dans le quartier de Yo-

pougon Andokoi. Et, c'est à Marseille que sa carrière a pris un tournant décisif.

À 36 ans, Didier Drogha représente, pour plusieurs millions de personnes dans le monde, l'icône du football international. À travers les planches de la bande dessinée, les auteurs nous invitent dans l'univers de «cet être exceptionnel, humble et attachant ; porté vers l'action positive, l'intelligence du cœur et la paix». Didier Drogha et le onze national «les Éléphants» iront à la Coupe du Monde 2014. Ce nouveau périple, à en croire le mot de l'international aux lecteurs, constituera les temps forts du Tome II, à venir.

Le Tome I est disponible à la librairie galerie Congo à Paris. Les auteurs de cette bande dessinée confient qu'une partie des bénéfices sera reversée à la Fondation Didier Drogha, qui œuvre pour apporter un soutien en termes de santé et d'éducation sur le continent africain.

Marie Alfred Ngoma

CHRONIQUE

La Justice sociale pour Tous

Quelle prodigieuse énergie que celle contenue dans ce texte ô combien libérateur de la déclaration des droits de l'homme ! Droits positionnés sur le plus haut plan moral, sacré et qui inspirent une vénération inviolable et tellement explicite dans le texte qui suit : «La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont le droit de concourir personnellement ou par leur représentants à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux.»

Il est fondamental aujourd'hui de répondre à la question du monde que nous souhaitons pour tous, et finalement, comment y parvenir ? Le concept de développement durable et plus équitable qui ne laisserait personne sur le bord de la route est de plus en plus d'actualité car il repose sur des valeurs très actuelles comme la transparence et la justice sociale.

La justice sociale, objet de la présente chronique et sujet à évoquer sans modération mérite bien qu'une journée mondiale lui soit consacrée chaque 20 février pour en constater l'évolution.

Le concept qui a pris forme au milieu du XIX^e siècle en se définissant comme but la répartition équitable des biens sociaux aux différentes classes sociales devait permettre ainsi des opportunités de développement pour tous.

À la base, ce concept est insufflé par deux courants idéologiques que sont le libéralisme et le socialisme ou la social-démocratie. Le libéralisme, énonçant que seules la création d'opportunités et la protection des initiatives privées étaient en mesure de favoriser la justice sociale et le socialisme insistant sur la nécessité de l'interventionnisme de l'État.

Ainsi, par exemple lorsque le président Sud Africain Jacob Zuma milite pour la création d'un marché africain associant de manière expérimentale les pays d'Afrique Australe à ceux d'Afrique de l'Est s'inscrit-il dans cette quête de justice sociale, vers cette viabilité tant recherchée qui doit permettre d'assurer une meilleure répartition des avantages du développement, condition fondamentale de la coexistence pacifique et prospère des hommes au sein des nations et entre les nations elles-mêmes.

La quête de la justice sociale pour tous est bien au cœur de la mission mondiale des Nations unies qui en a fait une journée mondiale le 20 février en exhortant tous les États à œuvrer en faveur du développement et de la dignité humaine, en leur rappelant leur souscription à la Déclaration de l'Organisation internationale du Travail sur la justice sociale pour une mondialisation équitable. Pour illustrer cette ferme volonté des Nations unies, il suffit de mesurer à l'aune des nombreux discours et autres plans de développement des États la part réservée à la justice sociale.

Il s'agit donc de s'assurer de la garantie des conditions de vie équitables générées par l'emploi, la protection sociale, le dialogue social et le respect des principes et des droits fondamentaux au travail. Ou simplement de s'assurer comme l'affirme John Rawls que trois principes sont respectés à savoir : La garantie des libertés de base égales pour tous ; L'égalité des chances et le maintien des seules inégalités qui profitent aux plus défavorisés.

Ferréol Constant Patrick Gassackys

ÉLIMINATOIRES COUPE DU MONDE DE VOLLEY-BALL

Le programme des rencontres des Diables rouges

L'équipe nationale de volley-ball a choisi l'Algérie pour peaufiner sa préparation pour la dernière phase des éliminatoires de la Coupe du monde qui se jouera en Tunisie. Les Diables rouges quitteront Brazzaville le 20 février pour Alger avec un effectif de 14 joueurs. La liste définitive sera publiée la semaine prochaine.

Les Congolais gagneront la capitale tunisienne une semaine après. Les éliminatoires se disputeront du 3 au 8 mars. Le Congo jouera son premier match le 4 mars contre le Niger, qui ouvrira le bal de la compétition le 3 mars face à la Tunisie. Les Diables rouges livreront leur deuxième match le 5 mars contre le Séné-

gal, avant de rencontrer les Seychelles le 6 mars lors de leur troisième rencontre. Ils disputeront leur dernier match le 7 mars contre la Tunisie. Le vainqueur de ces éliminatoires sera qualifié à la phase finale de la Coupe du monde qui se jouera cette année en Pologne.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Allemagne : 22^e journée, 3^e division
Et de deux buts en autant de matchs pour Francky Sembolo, qui s'est rappelé au bon souvenir de son ancien club, l'Holstein Kiel. Titulaire, Sembolo a surgi à la 21^e minute pour offrir la victoire au FC Hallescher, au sein duquel Pit-chou Mouaya était également aligné d'entrée de jeu. A l'affût, Sembolo coupe un centre au premier poteau et trompe le portier adverse, de près, du pied droit : un vrai but d'avant-centre. Avec ce deuxième succès consécutif, Hallescher remonte à la 12^e place et compte désormais 5 points d'avance sur la zone rouge. Battu chez les Stuttgart Kickers (2-1), Elversberg reste englué à la 16^e place. Bernard Itoua Onanga était absent.

Angleterre : 24^e journée, 1^{re} division
Sans Steven Nzonzi, suspendu, Stoke City met fin à une série de 4 revers et bat Manchester United (2-1). Les Potters remontent à la 11^e place.

Angleterre : 29^e journée, 3^e division
Titulaire, Amine Linganzi a livré une belle prestation lors du succès de Gillingham sur Port-Vale (3-2). Remplacé sous les applau-

dissements à la 75^e, alors que son équipe menait 3-0. Désormais 11^e, Gillingham compte toujours 11 points de retard sur la 6^e place, dernier accessit pour les matchs

Charleroi s'incline à domicile face à Ostende (0-1).

Belgique : 24^e journée, 2^e division
Yannick Loemba était titulaire lors de la défaite du White Star à



Francky Sembolo vient de surgir au premier poteau pour offrir la victoire à Hallescher face à son ancien club, Kiel : son deuxième but en deux matchs (© DR).

de promotion.

Azerbaïdjan : 19^e journée, 1^{re} division

Remplaçant, Ulrich Kapolongo est entré en jeu à la 86^e minute lors du revers de Qarabag face au Xəzər Lankaran (0-1).

Belgique : 24^e journée, 1^{re} division
Toujours privé de Francis Nganga,

Virton (2-3).

Espagne : 24^e journée, 2^e division
Dominique Malonga était remplaçant lors de la défaite de Murcie à Ponferradina (0-2). Entré en jeu à la 69^e alors que son équipe était réduite à dix et était menée d'un but.

Camille Delourme

HANDBALL

Simon Malola, nouveau président de la sous-ligue de Kindamba

La Ligue départementale qui entend jouer sa partition dans la vulgarisation du handball dans le Pool, s'est lancée, depuis le 28 janvier, dans la

mise en place des sous-ligues.

Après Boko, Louingui et Mindouli, Kimbamba s'est doté de nouvelles instances dirigeantes. Simon Malola, élu président de

la Ligue départementale du Pool, a reçu du président de la Ligue Fidèle Kouama, un lot de matériel constitué de ballons, de sifflets et de chronomètres, en vue d'inciter les jeunes filles et les garçons à la pratique du handball. Simon Malola souhaite que les dirigeants fédéraux assistent la Ligue du Pool en lui remettant du matériel. Car il n'y a pas de ligue forte sans sous-ligues. Le président de la Ligue de handball du Pool entend mettre le cap sur Igné dans le Pool Nord. «Outre la mise en place des sous-ligues, le programme de la Ligue prévoit l'organisation dans les tout prochains jours, du grand tournoi qui opposera la sélection de la Bouenza à celle du Pool. La compétition pourra se jouer à Kinkala», a-t-il révélé.

J.G.E.



Fidèle Kouama fait un don du matériel à la sous-ligue de Kindamba

UNC

Vital Kamerhe délogé et empêché de se rendre à Goma

Pour l'ancien président de l'Assemblée nationale, tout ce qui lui arrive est à mettre dans un contexte d'acharnement qui viserait sa personne.

La journée du vendredi 7 février n'aura pas du tout été heureuse pour Vital Kamerhe. L'opposant a, en effet, été criblé par deux faits affligeants qui ont obscurci sa journée. D'abord, il y eut cette injonction qu'on lui a faite de libérer une maison de l'État située sur la rue Mwenditu (commune de la Gombe) qu'il occupait depuis 2004 à l'époque où il était ministre de l'information. « *Je n'ai pas dormi cette nuit et on m'a dit que je dois terminer le déménagement à 7 heures du matin* », avait-il confié. Jusqu'en début d'après-midi, ses effets continuaient à être évacués. Renseignement pris, il appert que l'intéressé occupait illégalement cette maison de fonction rentrant dans le patrimoine immobilier de l'État. D'après le porte-parole du gouvernement, un préavis lui avait été adressé en bonne et due forme depuis 2010 sans que l'opposant ne se plie.

Pour sa part, Vital Kamerhe estime avoir été délogé illégalement et sans respect du contrat de bail parce qu'il louait cette maison. « *Cette maison je la loue en tant que Vital Kamerhe. Je*



Vital Kamerhe

paye régulièrement le loyer et j'ai un contrat de bail en mon nom », n'avait-il cessé de marteler. À ce propos, Lambert Mende a contesté la validité du fameux contrat de bail qui, d'après lui, est le fait d'un artifice tout à fait illégal qui a été anéanti par le ministère de l'Urbanisme. « *On lui a dit que celui qui a signé avec lui le contrat jusqu'à la fin 2010 l'a fait illégalement mais*

qu'on le laissait quand même jusqu'à la fin de 2010 », s'est empressé d'ajouter Lambert Mende. Et le porte-parole du gouvernement de préciser qu'un préavis de trois mois lui a été donné en décembre 2010 pour libérer ladite maison et à son expiration depuis mars 2011 à ce jour, Vital Kamerhe se trouve dans l'illégalité.

Comme si ses déboires en cette

journée ne faisaient que commencer, le même Kamerhe a par la suite été empêché de prendre son vol pour Goma à l'aéroport de Ndolo. Alors qu'il avait pris place à bord de l'avion affrété avec quelques cadres de son parti, le président de l'Union pour la Nation congolaise (UNC) s'est entendu dire que son voyage était annulé. Le pilote aurait reçu l'ordre de ne pas dé-

coller. D'où est venu l'ordre ? Personne n'a été en mesure de le dire avec exactitude. Tantôt, on a évoqué « *les autorités du pays* », tantôt la Régie des voies aériennes, ou encore l'Autorité de l'aviation civile comme source de provenance de cette injonction. Jusque tard, les raisons de cette interdiction de vol n'étaient pas communiquées à l'intéressé, toutes les structures intervenant dans le secteur ayant plaidé leur innocence. Pour Vital Kamerhe, il ne fait l'ombre d'aucun doute que « *les autorités ont peur de ce que la population va démontrer aux yeux du monde : la consécration d'un leader accepté par toute la population du pays* ». Après la controverse suscitée par la diffusion d'un « faux document » de la DGM lui interdisant la sortie de Kinshasa, Vital Kamerhe n'a cessé, depuis lors, de comptabiliser des faits accablants au nombre desquels son procès avec la députée Wivine Moleka où sa condamnation à trois ans de prison ferme avec effet immédiat est requise par le ministère public.

Tout ceci, pour l'ancien président de l'Assemblée nationale, est à mettre dans un contexte d'acharnement qui viserait sa personne.

Alain Diasso

INTERDICTION DE VOYAGER DE VITAL KAMERHE

Lambert Mende : « Tout cela est tellement confus »

Le porte-parole du gouvernement estime que cette affaire ne peut être éclairée que par l'autorité de l'aviation civile ou le ministère des Transports.

L'affaire du voyage manqué de Vital Kamerhe dont l'avion affrété a été empêché de décoller, le 7 février, à l'aéroport de Ndolo à destination de Goma continue de soulever des vagues. Le président de l'Union pour la Nation congolaise (UNC) ne s'en cache plus. Il désigne le gouvernement comme seul responsable de cette situation. La réaction du gouvernement par le biais de son porte-parole ne s'est pas fait attendre. Lambert Mende est, en effet, monté au créneau week-end dernier pour tenter de recadrer les choses. Son gouvernement ne serait mêlé ni de près ni de loin à cette affaire qui procéderait, d'après lui, des litiges qu'aurait la compagnie Malu Aviation avec les instances de régulation du

secteur, notamment la RVA. « *C'est une société d'aviation, que vous appelez Malu, et qui a des problèmes avec la RVA ou l'autorité de l'aviation civile, soit des problèmes techniques, soit des problèmes de redevance. Mais le fait qu'il y ait Kamhere ou pas dedans, ça n'a rien avoir. Pourquoi ça doit être à cause de Kamhere* », a-t-il fait savoir. Pour Lambert Mende, cette mesure interdisant au pilote de décoller ne peut provenir du gouvernement qui a d'autres chats à fouetter, orientant plutôt les recherches vers l'autorité de l'aviation civile ou le ministère des Transports. Il n'y a que ces deux structures qui peuvent éclairer la lanterne de l'opinion sur cette affaire, a-t-il déclaré. Toutefois, ni l'une ni l'autre, n'assume jusque-là cette déconvenue. Loin de renoncer à ses diatribes sur Vital Kamerhe, Lambert Mende enfonce le



Lambert Mende Omalanga

clou en arguant que le président de l'UNC chercherait à « *compenser ce qu'il a perdu en 2011 en se créant artificiellement comme une vedette et en racontant par-*

tout des choses qui ne sont pas vraies ». Cependant, l'étau se resserre de plus en plus sur Vital Kamerhe qu'un groupe d'opposants de l'Union pour la démocratie et

le progrès social sont allés rendre visite dernièrement en vue de le reconforter moralement après toutes les humiliations subies.

A.D.

CYCLE ÉLECTORAL 2013-2016

Plus de 400 partis politiques signent le Code de bonne conduite

Le train électoral est en voie de quitter la gare avec la signature le 8 février du Code de bonne conduite des partis politiques, des regroupements politiques et des candidats aux élections et du Protocole d'accord instituant un comité de liaison entre la Céni et les partis politiques.

Les présidents et chefs des partis politiques et des regroupements politiques ainsi que les mandataires des partis politiques dûment accrédités à la Commission électorale nationale indépendante (Céni) ont pris d'assaut samedi dernier le Palais du peuple. Et pour cause ? La Céni, sous la

tion. Toutefois, des absences de taille ont été enregistrées lors de cette cérémonie qui aura mis au pas tout ce que la majorité compte comme partis-phares et partis satellitaires. Une frange de l'opposition, en l'occurrence, les Forces acquises au changement (FAC) ont boycotté l'appel de la Céni. Elles sont, comme qui dirait, restées logiques avec elles-mêmes, après avoir boudé la feuille de route électorale présentée par l'abbé Malu Malu à l'Assemblée nationale croyant y déceler des germes de la fraude électorale à travers l'élection des députés provinciaux au suffrage universel in-



L'abbé Apollinaire Malu Malu

conduite de son président l'abbé Apollinaire Malu Malu assisté de tous ses collaborateurs, organisait la cérémonie de signature du Code de bonne conduite des partis politiques, des regroupements politiques et des candidats aux élections. Dans le même temps, il a été question de signature du Protocole d'accord instituant un Comité de liaison entre la Céni et les partis politiques en RDC pour le cycle électoral 2013-2016. Le premier document a été signé par les chefs des partis tandis que le second par les mandataires dûment accrédités au sein de l'institution électorale.

Les présidents des partis et les différents délégués se sont relayés sous la grande tente érigée aux abords de l'hémicycle pour apposer leurs signatures sur les deux documents qu'on leur a présentés. La cérémonie a pris de longues heures en raison de la grande affluence des personnalités concernées, tant de l'opposition que de la majorité. Les principaux acteurs impliqués au processus électoral en RDC ont assisté à ce rituel qui consacre l'inauguration d'un cycle électoral qui aura comme point de mire l'organisation en 2016 de l'élection présidentielle. Plus de trois cents partis politiques se sont conformés à cette exigence électorale qui lance à grande pompe le cycle électoral 2013-2016. M17, MPR fait privé, MCDI, PRP et tant d'autres partis politiques agréés ont participé à cette grand-messe. Après la cérémonie, ce Code de bonne conduite est réputé d'office applicable à tous, sans excep-

direct proposé. D'où leur attitude qui n'est que la conséquence du rejet de cette feuille de route qui pose les bases de l'organisation du cycle électoral 2013-2016. Le porte-parole des FAC/opposition, Jean-Pierre Lisanga Bonganga, dénie à la Céni le droit de convoquer les regroupements politiques à la signature du Code de bonne conduite au mépris des lois spécifiques portant respectivement organisation et fonctionnement des partis et regroupements politiques. « *Les partis politiques de l'opposition ayant pris part aux concertations nationales prônent le consensus entre eux et la Céni en lieu et place des décisions unilatérales prises par cette institution* », a-t-il fait savoir.

Même son de cloche du côté des FAC/opposition aile Martin Fayulu qui estime que les conditions qui avaient été proposées à la Céni pour des élections crédibles après les dernières élections présidentielles et législatives n'ayant pas été remplies dont l'audit du fichier électoral, rien ne peut garantir des élections apaisées à l'horizon 2016. La Céni n'aura qu'à composer avec des partis politiques de l'opposition et de la majorité légalement reconnus qui se sont conformés à ses exigences pour un cycle 2014-2016 apaisé et non conflictuel. Il est clair que la Céni a pris l'option de ne pas s'occuper des chants de sirène qui proviennent d'une certaine opposition pour se concentrer uniquement sur son travail.

Alain Diasso

CLIMAT DES AFFAIRES

503 SARL créées en huit mois

Il s'agit des résultats d'une enquête sur la situation du Guichet unique de création d'entreprise dans la période comprise entre avril, date de sa création, et novembre 2013.

L'enquête menée auprès de quatre-vingt-quatorze SARL créées au Guichet unique du 9 au 16 décembre 2013, visait à confronter les données sur les procédures, délais et coûts, avec les résultats concrets récoltés sur le terrain depuis avril 2013. Au-delà, l'objectif était d'évaluer le niveau de satisfaction des requérants face aux formalités à remplir. Le Comité de pilotage pour l'amélioration du climat des affaires et des investissements (CPCAI), auteur de l'enquête, a fait des recommandations pour plus d'efficacité. L'organe technique du gouvernement a établi la nécessité d'accélérer et de finaliser la mise en place d'un formulaire unique au niveau du Guichet, ainsi que l'intégration en son sein de tous les services intervenants dans le processus de création d'entreprise.

À cela, il a ajouté la mise sur pied d'un guide d'utilisateur pour chaque requérant, l'organisation des sensibilisations avec les banques commerciales sur la question du capital minimum, la capitalisation et communication des opportunités offertes par

l'applicatif interne au niveau de la Banque centrale du Congo, et la mise à contribution de la Fédération des entreprises du Congo, la Copemeco, les associations des femmes entrepreneurs ou commerçantes dans le processus d'accompagnement des SARL. Pour lui, il s'avère crucial de poursuivre le renforcement des capacités au profit des SARL, et de maintenir l'activité de suivi et évaluation de toutes ces SARL pour identifier les obstacles et proposer des pistes de solution.

Selon quelques résultats enregistrés d'ailleurs dans le Doing Business 2014, il y a le constat du passage des procédures de création d'entreprise de 11 à 6. Le délai de création d'entreprise passe de trente et un jours à vingt-trois jours. Dans la foulée, plusieurs SARL, la majorité d'ailleurs, ont rempli les formalités au Guichet unique en un temps record (trois à cinq jours). En matière de coût de création d'entreprise, il est passé de 440 à 170 dollars américains depuis la mise sur place du Guichet unique.

L'enquête est arrivée aussi à identifier la difficulté d'accès au crédit comme la principale cause de non-opérationnalité des SARL créées au Guichet unique.

Enfin, une enquête supplémentaire devrait aider à dénombrer les emplois réellement créés. Certes, a reconnu le CPCAI, l'enquête a révélé bien des motifs d'insatisfaction sur la prestation de certains services.

Mais les conclusions de ces cas identifiés ne sauraient, selon elle, être élargies à l'ensemble au regard de la faiblesse de l'échantillon.

Globalement, se référant à l'enquête, le CPCAI a signalé un niveau moyen de satisfaction des services rendus de plus de 80%. Les inquiétudes exprimées par les SARL concernent davantage l'accès au crédit, le nécessaire regroupement de tous les services au Guichet unique, la délivrance dans les délais de tous les documents de la future société et le suivi sur le terrain de toutes les SARL créées au Guichet unique.

Laurent Essolomwa

ENVOIS DE FONDS

Le projet africain AIR va gérer 12% des flux mondiaux dès 2015

L'Institut africain pour les transferts des fonds (African institute for remittances/AIR) aidera l'Afrique à mieux orienter l'argent envoyé par ses 30 millions d'émigrés à 120 millions de bénéficiaires, représentant 62 milliards de dollars US en 2012 et plus de 80 milliards à l'horizon 2016.

À en croire la Banque mondiale et le magazine onusien Afrique Renouveau, le continent africain a drainé 12% des envois de fonds mondiaux estimés en 2012 à plus de 529 milliards de dollars US. En 2013, les estimations ont indiqué, fin novembre, un volume mondial de 550 milliards de dollars US. D'ici à 2016, les envois de fonds dans le monde pourraient franchir la barre des 700 milliards, et ils continueront à s'accroître au rythme d'une croissance moyenne de 9%. Entre-temps, il se dégage une part grandissante des envois de fonds vers les pays en développement. Le chiffre avancé est de 410 milliards de dollars US sur un volume mondial estimé, il faut le rappeler, à 550 milliards de dollars en 2013. Par rapport à 2012, cette part africaine a connu un accroissement de plus de 6%. Depuis plusieurs années, les transferts de fonds ont

pris le dessus sur les investissements directs étrangers et l'aide publique au développement, au point où plusieurs rapports internationaux attestent de sa forte contribution dans la lutte contre la pauvreté. Réveil africain ? La question prend une toute autre dimension en Afrique. En effet, il est difficile d'avancer avec certitude un chiffre sur le volume exact des envois de fonds. L'on estime qu'au moins 50% des flux vers l'Afrique ne sont pas déclarés. Il est difficile de les tracer, de les comptabiliser et de les intégrer dans les statistiques de la Banque africaine de développement et de la Banque mondiale. L'argent passe parfois par des agences clandestines ou des mécanismes informels, en raison du renforcement des mesures sécuritaires dans les banques pour lutter contre le blanchiment d'argent sale et le terrorisme. Aussi l'AIR se trouve-t-il en face de plusieurs défis à relever. L'idée est d'orienter les envois de fonds des migrants africains vers des projets de développement économique et social. Son siège sera établi au Kenya, selon la proposition de ce pays au Conseil exécutif de l'Union africaine, peut-on lire dans un communiqué de la

Banque mondiale.

Il s'agit de la première institution du genre dans le monde capable de mieux encadrer et exploiter les ressources de la diaspora. Sa création entre dans le cadre du partenariat entre l'Afrique et l'Union européenne sur la migration, la mobilité et l'emploi. Pour le continent africain, il est impérieux de stimuler les économies de la région grâce à cette manne. Plusieurs partenaires participent à la réussite du projet, en l'occurrence la Banque mondiale, la Commission européenne, la Banque africaine de développement et l'organisation pour les migrations internationales. Au-delà d'un meilleur encadrement, l'Afrique doit aussi éliminer les contraintes aux transferts de fonds des migrants. Le coût du transfert est très élevé, avec une moyenne africaine de 12% contre une moyenne mondiale de 9%. Aujourd'hui l'Asie du sud est la région qui pratique les coûts les plus bas. Pas étonnant que l'Inde et la Chine figurent, respectivement, en première et deuxième position avec 71 milliards et 60 milliards de dollars US sur les envois de fonds comptabilisés en 2013, alors que le premier pays africain, le Nigéria, arrive avec un peu plus de 20 milliards de dollars US.

L.E.

NATALIE CHRISTINE FOUNDOU

“Il y a beaucoup de gens qui pensent que quand nous parlons du genre, nous voulons combattre les hommes”

Trois journalistes du Congo-Brazzaville, à savoir Nathalie Christine Foundou, présidente du groupe de journalistes pour la paix (GJP), Maolie Ossinonde membre du GJP et Kevin Mviri consultant au GJP sont à Kinshasa pour suivre une formation sur le logiciel frontline SMS et cloud organisée par Search For Common Ground en partenariat avec l'Union congolaise de femmes de médias (Ucofem) et le GJP. Et Nathalie Christine Foundou a accordé une entrevue aux *Dépêches de Brazzaville*.

d'occuper les postes de responsabilités parce qu'on a remarqué qu'il y a beaucoup de femmes qui n'occupent pas ces postes dans les médias alors qu'elles sont compétentes. Les médias étant considérés comme le 4e pouvoir, nous, femmes de médias, nous pouvons aussi inciter d'autres femmes dans d'autres domaines pour qu'elles puissent s'épanouir. Car il est prouvé aujourd'hui que ce que l'homme fait, la femme peut aussi le faire.

LDB : Qu'est-ce que le logiciel frontline SMS et cloud apporte de plus dans votre travail en tant que journaliste ?



Les Dépêches de Brazzaville : Dans quel cadre s'inscrit l'organisation de cette formation ?

Nathalie Christine Foundou : GJP et Ucofem travaillent en partenariat avec Search For Common Ground. C'est dans ce cadre que cette formation est organisée. Elle a pour objectif de développer les capacités des membres de GJP et Ucofem à être en mesure d'utiliser le logiciel frontline SMS et cloud, de doter ces deux associations d'un manuel de référence sur l'utilisation du logiciel frontline SMS et cloud. Au terme de cette formation qui s'inscrit dans le cadre du projet médias voix pour tous de Search For Common Ground, nos deux organisations seront en mesure d'installer le logiciel frontline SMS et cloud. Au Congo-Brazzaville, nous avons lancé ce logiciel depuis le mois de septembre 2013.

LDB: En quoi consiste le projet médias voix pour tous de Search for Common Ground ?

NCF: C'est un projet qui fait la promotion du genre dans les médias. À travers ce projet, nous voulons donner l'occasion à la femme de s'exprimer, de ne plus avoir peur,

NCF: Ce logiciel est très important dans le travail que nous faisons notamment dans la production de nos émissions et dans la publication des articles. Grâce à ce logiciel, plusieurs personnes peuvent nous écrire. Leurs messages peuvent nous parvenir à travers nos téléphones portables ou ordinateurs.

Ce logiciel vise au fait l'interactivité, le feed-back entre le journaliste et son public tout en faisant la promotion du genre. Il y a beaucoup de gens qui pensent que quand nous parlons du genre, nous voulons combattre les hommes.

Non, le genre implique l'homme et la femme. Nous voulons qu'on puisse reconnaître aussi les compétences de la femme, les droits de la femme comme on reconnaît ceux de l'homme, notre combat c'est simplement pour la reconnaissance des droits humains. Les femmes aussi ont des compétences qui doivent être valorisées. Et avoir le même traitement salarial que l'homme. Comme qui dirait à compétence égale, salaire égal.

Aline Nzuzi

COMITÉ DE POLITIQUE MONÉTAIRE

Le gouverneur de la BCC appelle le Parlement à adopter des projets de lois économiques

Le 7 janvier, le gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC), Déogratias Mutombo Mwana Nyembo, a présidé la première réunion ordinaire du comité de politique monétaire.

Au cours de la réunion, plusieurs points ont été examinés. Il s'agit de la conjoncture économique internationale et nationale, des mesures de politique monétaire et de change à mettre en place ainsi que des perspectives pour le reste de l'année en cours. Dans la logique de mise en œuvre des réformes contenues dans le plan d'action de la BCC pour renforcer le dispositif de la politique monétaire, le gouverneur Déogratias Mutombo Mwana Nyembo lance un appel au parlement pour qu'il puisse examiner et adopter des projets de lois sur la défiscalisation des provisions douteuses et sur les avantages liés au code d'investissement en faveur des banques déposés auprès de cet organe législatif depuis quelques mois.

Au terme de cette réunion du comité de politique monétaire, des décisions importantes ont été prises notamment celle de maintenir inchangé le dispositif monétaire, à savoir le taux directeur à 2% et le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à vue à 8% et sur les dépôts à terme à 7%.

Enfin, le comité de politique monétaire encourage la poursuite d'une parfaite coordination des politiques en vue de préserver et consolider la



stabilité du cadre macroéconomique, condition sine qua non à la bonne poursuite des activités économiques. Parlant de la conjoncture économique nationale, le gouverneur de la BCC souligne qu'elle poursuit sa croissance. « La croissance économique attendue est de 8,7% contre une réalisation de 8,5% en 2013 tirée principalement par le dynamisme du secteur minier ».

Sur les différents marchés, ajoute-il, l'accalmie se poursuit. « Au niveau du marché des biens et services, une poursuite de la stabilité du niveau général des prix a été observé en jan-

vier. Le taux d'inflation mensuel s'est établi à 0,11% en fin janvier 2014 contre 0,07 en janvier 2013 ». Au niveau du marché des changes, la situation est demeurée également stable sur les différents segments. Pour ce qui est de la conjoncture économique internationale, le gouverneur de la BCC, citant les dernières perspectives du Fonds monétaire international sur l'économie mondiale au mois de janvier de l'année en cours, note que la croissance mondiale devrait s'accroître cette année à 3,7% avant d'atteindre 3,9% en 2015.

A.Nz.

BAS-CONGO

Le gouvernement table sur l'installation d'un poste douanier au marché de Lufu

La mise en place de ce poste permettra de canaliser les taxes dues à l'État ainsi que de contrôler et de vérifier la qualité des produits importés.

Le gouvernement de la RDC a décidé d'installer un poste douanier au marché frontalier de « Lufu » dans la province du Bas-Congo. Selon le ministre de l'Économie et commerce, Jean-Paul Nemyato Bagebole, qui a annoncé cette décision au cours d'une conférence de presse tenue le 6 février à Kinshasa, ce poste à établir sur la frontière RDC-Angola comprendra tous les services requis.

Le ministre Nemyato a motivé la création de ce poste douanier par le constat selon les recommandations d'une mission dépêchée par le gouvernement pour inspecter le fonctionnement et l'organisation dudit

marché- d'une entrée frauduleuse des marchandises en provenance des pays voisins. À l'en croire, ce marché reçoit deux cent cinquante conteneurs de quarante pieds par mois, soit une moyenne de cinquante conteneurs par semaine. « Ces marchandises ne sont pas retracées par les services douaniers congolais. Elles constituent ainsi un manque à gagner pour le gouvernement », a-t-il regretté.

Quitter l'informel

Pour le ministre de l'Économie et commerce, la mise en place de ce poste permettra de canaliser les taxes dues à l'État ainsi que de contrôler et de vérifier la qualité des produits importés. Le ministère veut, par cette décision, répondre aux plusieurs

préoccupations exprimées par des commerçants et des opérateurs économiques ainsi que par la Fédération des entreprises du Congo (FEC) sur des cas de tracasserie enregistrés des services informels opérant dans ce marché ainsi que la concurrence déloyale des prix des produits. Ce marché qui existe depuis l'année 2005, note-t-on, a été créé pour faciliter de petites transactions commerciales entre les populations voisines. Il s'est développé en un grand centre de négoce, favorisant la fraude à grande échelle. Informé de ce marché qui fonctionnait dans l'informel, le ministre s'est appuyé sur le mécanisme prévu dans le Comité de suivi des prix des produits de première nécessité, a dépêché cette mission d'inspection pour s'enquérir de la situation. Ce comité, rappelle-t-on, est un cadre organique créé au sein du ministère de l'Économie où siègent différents délégués tant du secteur public (présidence de la République, gouvernement, Banque centrale du Congo, régies financières et entreprises du portefeuille de l'État) que du secteur privé (FEC et tous les grands importateurs et producteurs des produits, membres de la FEC répertoriés et identifiés par le ministère de l'Économie et commerce).



Le ministre de l'Économie et commerce, Nemyato Bagebole

Lucien Dianzenza

PARTENARIAT

La Socoda et la délégation Wallonie-Bruxelles signent un protocole d'accord

Avec à la clé la remise d'un chèque de 4 200 \$ à la société des droits d'auteurs, l'événement au cœur de la soirée d'échanges de vœux organisée par le centre culturel belge, le jeudi 6 février, avait eu pour cadre la résidence de la déléguée Kathryn Brahy.

Le Centre Wallonie-Bruxelles (CWB) a pris l'engagement solennel de payer dorénavant « les droits d'exécution publique et de reproduction mécanique » des artistes. Entendu comme « un prix forfaitaire », la remise du chèque le 6 février, en présence du président du conseil d'administration de la Société congolaise des droits d'auteurs et droits voisins (Socoda), Jacques Mondonga, faisait suite à la signature du protocole d'accord y faisant foi. Kathryn Brahy avait joint le geste à la parole devant témoins, une bonne fourchette d'artistes congolais et expatriés. La cérémonie tenue

dans une atmosphère amicale était un moment significatif pour les deux parties. Visiblement surpris, le directeur général de la Socoda, Gérard Muaka, s'est dit « touché » par la démarche du CWB. Il a, par la même occasion, adressé une demande instante « aux autres centres culturels de lui emboîter le pas pour permettre aux artistes de recouvrer leurs droits ».

À l'instar de la signature du contrat de collaboration avec la Sabam (Société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs) qui l'avait précédé de quelques mois, le nouveau partenariat avec le centre culturel belge vise « le bien-être des artistes congolais privés de leurs droits pendant plusieurs années », a jugé bon de souligner Gérard Muaka. Au directeur général de la Socoda de renchérir qu'elle « a été créée dans cet objectif et s'attelle à mettre des



Gérard Muaka et Kathryn Brahy procédant à l'échange des parapheurs structures viables en place pour qu'une ou deux fois l'an les droits des artistes soient versés ». Par ailleurs, l'ambiance conviviale de la soirée agrémentée par la prestation du jeune Pegguy

Tabu, de l'avis général le « Prince Ley » passe pour le meilleur interprète de son feu père, s'est achevée sur une note bien heureuse pour cinq hôtes. En effet, Kathryn Brahy avait jugé propice

ce moment pour témoigner du regard privilégié que le CWB n'a de cesse de porter sur les artistes. C'est donc par le biais d'une mini-tombola que cinq artistes se sont vu offrir leur affiliation à la Socoda. Les arts de la scène ont eu la part belle, la musique tout particulièrement, a volé la vedette à toutes les disciplines. C'est dire que quatre des gagnants, en l'occurrence Yempongo Kadiya, Nadine Boweya, Tatiana Luswaswa et Désiré Isako, sont tous musiciens. Le danseur Bley Ipandu a, lui aussi, joui de ce même avantage qui donnait à chacun l'opportunité d'obtenir leur carte d'affiliation après le remplissage du formulaire effectué sur le champ. Ce, sans avoir à débours les 44 \$ exigés d'ordinaire par la société chargée de la gestion des droits d'auteur pluridisciplinaire.

Nioni Masela

THÉÂTRE

Le Remaniement ouvre la nouvelle saison du Ciaj

La création en vogue de la Compagnie Théâtre des Intrigants, inspirée de la pièce du dramaturge Thierry Nlandu, est à l'affiche le 12 février à son siège au quartier 12 de la commune de N'Djili.

La toute prochaine représentation est doublement significative pour les Intrigants. En plus de marquer la rentrée, mieux le lancement des activités de la nouvelle année au sein du Centre d'initiation artistique pour la jeunesse (Ciaj), elle veut commémorer les 29 ans d'existence de la compagnie de théâtre qui s'efforce à bien maintenir le cap sur la scène locale.

Le Remaniement n'est pas une pièce inconnue pour les habitués du (Ciaj) qui lui avaient fait bon accueil lors de sa programmation initiale en octobre dernier. Le public qui assistait là à sa deuxième représentation, après la grande première tenue une semaine plus tôt au Centre Wallonie-Bruxelles (CWB), lui avait, du reste, réservé meilleur accueil que le précédent. L'assistance s'était visiblement montrée plus sensible à la plume

acérée de l'auteur. Ce, d'autant plus que Thierry Nlandu avait lui-même assuré la mise en scène de la pièce. Et le jeu de rôle d'Édgar Kulumbi et Mfele Kabamba avait fait le reste.

La création que les amateurs de théâtre ne devraient se lasser de suivre jouée en un tableau est riche en sentences et en satires. Ceux qui connaissent la plume de Thierry Nlandu s'y retrouveront et s'amuseront à entendre l'imagination et l'humour débridée servie à la louche. Les deux compères sur la scène savent s'y faire sur scène passant sans cesse d'un personnage à un autre, de ministre, à marabout, à la concubine, etc. Et de surcroît, les voir moqueurs face au miroir de leur propre travestissement rend encore plus hilarante leur joyeuse mascarade.

Vérités distillées avec légèreté

Le choix du dramaturge était, a-t-il expliqué aux Dépêches de Brazzaville lors de la première, « de faire ressortir comment une rumeur prend, emballe toute une Nation ». Rendu avec beaucoup

légèreté, en toute subtilité, l'on voit alors toute l'énergie déployée à discourir, toutes les intrigues qui se créent autour de la rumeur. Il est amusant d'observer « une Nation où tout le monde s'agite » pratiquement dans le vide. Et c'est tout vrai, l'atmosphère ainsi dépeinte donne lieu à une scène que l'on sait familière pour l'avoir vécue. Ils ne sont pas bien gratuits ces échanges des acteurs dont le bénéfice est ressenti de manière particulière selon la sensibilité et l'expérience de chacun.

Au travers de la légèreté apparente, l'auteur distille des vérités que les oreilles attentives ne manqueront pas de comprendre. Que l'un des comédiens, c'est le cas de le dire, nous dise presque d'entrée de jeu que « remaniement rime avec empressement chez nous », fait peut-être rire, mais cela n'en est pas moins vrai. Ou encore que « la radio trottoir est mieux informée que la radio officielle » peut paraître excessif à moins d'y regarder de près. Apprendre que « l'homme au pouvoir est comme le pêcheur » mais que, « contrairement au pêcheur qui doit attendre la saison sèche, le politique doit souvent assécher le pays », donne bien de la matière à cogiter. Et rire de bon cœur rien qu'à entendre la réponse à la question : « Quelle est la danse du pouvoir ? », n'empêche pas non plus de saisir la similitude établie de manière un peu désinvolte mais non sans un soupçon de sincérité. Bien habile, en effet, d'en arriver à conclure que la fameuse danse « c'est le mayebo accéléré ». Cette dernière trouve son avantage dans ce « mouvement qui te permet de faire l'exercice d'ouverture et de fermeture de la caisse de l'État ». Au fil du temps que la pièce se déroule sous les yeux, l'ouïe déjà aiguisée perçoit presque toute la subtilité du propos.

Nioni Masela

RÉFECTION DU STADE TATA RAPHAËL

Un sursis de la CAF à V.Club et MK Étanchéité

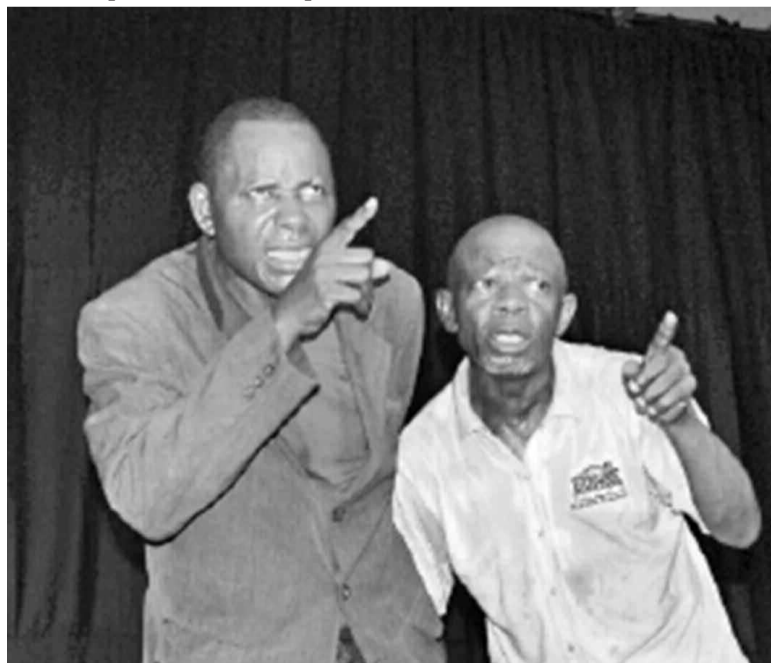
Dans l'hypothèse où les deux clubs accédaient aux quarts de finale de leurs compétitions respectives, ils ne pourront utiliser ce stade, selon la CAF, que si tous les travaux prévus sont exécutés.

Les deux clubs kinois engagés cette année en compétitions interclubs de la Confédération africaine de football (CAF) ont reçu le quitus de cette instance faitière du foot africain de livrer leurs matchs à domicile au stade Tata Raphaël, du moins ceux comptant pour les 16e et 8e de finale. Jusqu'à la veille de l'entrée le 9 février de MK et V.Club en compétition africaine, la CAF avait exprimé son souci de voir les travaux de réhabilitation des vestiaires s'achever le plus tôt. Ce à quoi les supporters de V.Club appuyés par l'autorité urbaine se sont attelés pour que les matchs de préliminaire prévus sur ce site aient effectivement lieu.

L'homologation de ce stade, qui a cessé de recevoir les compétitions de la CAF depuis 1993, est un motif de soulagement pour les « Moscovites » qui avaient de sérieuses appréhensions par rapport au site qui devrait accueillir les matchs de leur club engagé en Ligue des champions de la CAF. Mais il y a tout de même un bémol à mettre sur cet enthousiasme qui risque d'être de courte durée si jamais les recommandations de la CAF ne sont pas satisfaites. Dans une correspondance du 4 février adressée à la Fédération congolaise de football association (Fécofa), la CAF est claire sur ce sujet. Dans l'hypothèse où V.Club et M.K accédaient aux quarts de finale de leurs compétitions respectives, ils ne pourront jouer sur ce stade que si tous les travaux prévus sont exécutés. Un coup d'œil furtif sur le rapport dressé par l'inspecteur de la CAF,

Nicholas Chumbe, lors de sa dernière visite sur le site laisse entrevoir l'immensité des travaux à effectuer. Le stade tata Raphaël est un vaste chantier qui requiert l'implication de tous les Congolais pour sa réhabilitation afin qu'il réponde aux standards internationaux. Chaises non numérotées, absence des grillages séparant les gradins, absence de point d'accès Wi-fi et des prises électroniques des photographes sur le terrain, absence d'un générateur fort, non équipement de la salle de contrôle de dopage et celle des conférences de presse d'avant-match, etc. Telle est la triste image qu'offre aujourd'hui le stade Tata Raphael autrefois transformé en repère des enfants de la rue. Ce site sportif manque de tout, même du strict minimum, dont des latrines convenables et une sonorisation fiable. Mise à part la pelouse synthétique qui couvre l'aire de jeu, l'environnement du stade reste délabré avec ces murs fissurés à maints endroits qui trahissent l'état de vétusté avancé de ce site historique ayant abrité en 1974, le combat du siècle Georges Foreman - Mohamed Ali. Depuis l'inauguration du stade des martyrs, aujourd'hui fermé pour cause de réfection en prévision du championnat de la CAF U23 qu'organiserait la RDC en 2015, le stade Tata Raphaël reste la seule alternative pour les deux clubs kinois qui ont bénéficié du coup de pouce financier de l'autorité provinciale de Kinshasa. En attendant les grands travaux promis par le gouvernement, les murs et les bureaux ont été repeints, les mauvaises herbes des alentours débroussaillées et les chaises remises en place. Ce qui est loin d'être suffisant !

Alain Diasso



Un extrait de la pièce Le Remaniement

L'avortement ne peut être retenu comme « droit » de la femme

À l'ONU, le représentant du Saint-Siège souligne fermement le droit de la femme à soutenir le développement durable par des moyens adéquats

Dans son discours courant – et constant –, le Vatican continue de prendre des positions en faveur de la femme qui ne heurteraient aucune organisation civile. L'Église catholique est fermement pour une reconnaissance du rôle primordial de la femme dans le développement durable. Mais des mots et des concepts comme « liberté » et « droit » peuvent avoir pour elle une autre connotation que les ONG internationales ne sont pas loin de qualifier de « limitations ».

Ainsi, Mgr Francis Chullikat, observateur permanent du Vatican aux Nations unies, a-t-il tenu à prendre part jeudi dernier au siège de l'ONU, à New York, à la huitième session du groupe de travail faisant le point sur les objectifs du développement durable. Le représentant de l'Église catholique y a souligné que les inégalités économiques n'ont de fait à la personne humaine ses droits les plus fondamentaux. Elles sont cause de problèmes sociaux multiples, conduisent aux violences et aux guerres. Et les premières à en souffrir sont les femmes qui sont pourtant les piliers du développement dans une large partie du monde. La dignité de la femme, a-t-il soutenu, est trop souvent ignorée ou agressée.

Mais pour le haut prélat, les agressions ne sont pas seulement dans le fait d'obliger des mères de famille à aller chercher ailleurs un lieu plus sûr, en fuyant guerres, conflits et calamités naturelles. Elles sont aussi dans toutes les politiques qui visent à les contraindre aux avortements sélectifs, à l'abandon scolaire, aux mutilations génitales...

La femme est, par exemple, dans des fléaux comme les mariages forcés, la prostitution, le

trafic des êtres humains la principale et souvent l'unique victime. Ce discours n'est pas toujours admissible auprès des organisations qui s'occupent du droit des femmes. Beaucoup le jugent même hypocrite de la part d'une Église catholique invitée à balayer d'abord devant sa propre porte du fait des nombreux interdits qui frappent la femme en son sein. Le pape François a beau réfléchir actuellement sur « une théologie sur la femme dans l'Église », les humanitaires restent loin de considérer l'avortement autrement que comme un droit.

C'est pourquoi Mgr Chullikat a mis en garde la communauté internationale : vouloir le développement durable passe par la femme. Mais cela passe aussi par lui reconnaître « un rôle majeur au sein de la famille où la priorité doit être accordée à son action pour la maintenir, pas pour la détruire ». Pour lui, « les déficits qui discriminent la femme dans le domaine économique et public ne peuvent être supprimés avec la non-reconnaissance de ses capacités procréatives ». Une manière de dire : avorter ne contribue pas au progrès social.

« Dans le monde du travail, le développement durable viendra de la mise en œuvre de politiques qui permettent à la femme de lier travail et responsabilités familiales à travers des indemnités de chômage, des pensions de retraite suffisantes pour la famille. Il nous faut faire des efforts pour soutenir la femme dans ses choix familiaux », a dit le diplomate de l'Église.

Le Vatican s'insurge contre les politiques de coopération qui conditionnent l'aide aux nations pauvres par l'adoption préalable par elles de la reconnaissance des unions homosexuelles ou de l'avortement présentés comme signes de pays libres et démocratiques.

Lucien Mpama

ÉLECTRICITÉ

Les agents de la SNE s'expliquent devant les consommateurs

L'Association de défense des droits des consommateurs du Congo (ADDCC) a organisé le 7 février à Pointe-Noire une rencontre citoyenne sur le thème « Les droits et les devoirs du citoyen face à la Société nationale d'électricité (SNE) ». Une session de travail qui a permis aux agents de la SNE de s'expliquer sur les services fournis aux clients, que beaucoup de citoyens jugent en deçà de leurs attentes.



Les agents de la SNE devant le public. (© Adiac)

Jean-Claude Mabiala, président de l'ADDCC, a rappelé dans sa communication les objectifs de la réunion, à savoir faire du citoyen congolais en général et ponténégrin en particulier un consommateur averti et responsable, un citoyen informé au quotidien capable de faire des choix responsables et judicieux.

Les consommateurs et l'ADDCC ont répertorié une kyrielle de griefs à l'endroit des services de la SNE, à laquelle ils sont liés par un contrat d'abonnement : les coupures intempestives d'électricité qui obligent les consommateurs à recourir régulièrement à des groupes électrogènes, avec les répercussions que cela entraîne, le manque de communication de cette société, l'absence d'un numéro vert pour saisir les agents en cas de soucis, la qualité déplorable du courant fourni dans les quartiers, le coût trop élevé des factures, le manque d'empressement en cas de panne ou de dégâts sur le terrain, la malhonnêteté de certains agents exigeant des pots-de-vin pour réparer un dommage sur le réseau, etc. Des citoyens qui se sont demandé, au regard des prestations très moyennes de la SNE, s'il ne serait pas judicieux d'envisager pour cette société un partenariat public-privé et peut-être une privatisation.

Tour à tour, Emmanuel Itoua-Obambo, chef des services ressources humaines et du patrimoine, Jean-Claude Bango, chef de service de la pose des indices, Octave Ossaketo, chef de service technique, et M. Patrick, expert EDF (Électricité de France) présent à Pointe-Noire dans le cadre du partenariat entre l'exploitant opérateur industriel français et la SNE, ont donné sans

langue de bois des réponses aux interrogations du public.

Répondant aux questions de l'auditoire, les agents de la SNE ont dit que la solution de la privatisation était loin d'être la panacée, puisque dans plusieurs pays voisins elle s'est soldée par des échecs. Sur le courant jugé trop cher par la population, ils ont répondu que le prix du kilowatt-heure n'avait pas augmenté depuis la note de 1994 signée du ministre Marius Mouambenga et que la facturation répondait aux données et taxes en vigueur.

72 transformateurs posés dans la ville

La SNE est en pleine réhabilitation après les dégâts subis lors des conflits de 1997, ont-ils ajouté. À Pointe-Noire, par exemple près de 72 nouveaux transformateurs ont été posés, et cela n'est pas fini. Les clients se plaignant de l'opacité des services de la SNE ne frappent pas à la bonne porte, ont-ils renchéri, puisque le service réclamation et inventaire reçoit tous les jours ouvrables la clientèle. En l'absence d'un numéro vert disponible, ils ont donné les numéros des agents d'intervention, présents régulièrement sur le terrain, que tout le monde peut appeler en cas de besoin.

« Le client n'a pas le droit de donner de l'argent à un agent... »

Toutefois, les agents de la SNE ont fustigé le comportement complice et coupable de certains citoyens qui remettent de l'argent en espèces aux agents de la SNE en contrepartie d'un dépannage ou d'un service quelconque : « Le client n'a pas le droit de donner de l'argent à un agent. Seul le

reçu de caisse informatisé est reconnu par la SNE. Si certains de nos agents exigent de l'argent, le client a le droit de les dénoncer. D'ailleurs, des agents qui se sont fait prendre ont été traduits en conseil de discipline. Aussi, un travail d'éducation doit se faire pour amener le client à changer de comportement afin de l'amener à cultiver le civisme en évitant les branchements pirates comportant d'énormes risques, la saturation du réseau par des fils inadaptés, l'utilisation abusive de l'électricité avec des lampes allumées en plein jour... Une mauvaise utilisation qui se répercute sur le réseau et fait flamber les factures », ont-ils dit.

À la fin de leur intervention, les agents de la SNE ont reconnu leurs faiblesses. Ils sont en train d'y apporter des solutions. Le partenariat avec EDF s'inscrit dans cet ordre. Des compteurs nouvelle génération seront posés prochainement, avec l'avantage de réduire les pertes et d'augmenter les recettes.

En remerciant les agents de la SNE, Jean-Claude Mabiala a conclu : « Notre chantier commun est grand, et les défis à relever sont multiples dans le domaine de la santé, de l'environnement, des prestations de services, de la sécurité alimentaire, de la contrefaçon, etc. Votre engagement en tant que consommateur averti et responsable et notre volonté à bâtir ensemble une société juste nous permettent d'envisager l'avenir avec confiance et sérénité. »

Hervé-Brice Mampouya

SOLUTIONS FOR AFRICA - SOCIÉTÉ DE FORAGE DE PUIITS D'EAU

- MATÉRIEL DE FORAGE : disponible en stock
- POMPE IMMERGÉE.
- POMPE SOLAIRE.
- POMPE MANUELLE.
- RESERVOIR D'EAU EN GRANDES CAPACITÉS.

- TUYAU PVC HAUTE PRESSION
- PRODUITS CHIMIQUES.
- PRODUITS A BOUE
- EQUIPEMENT COMPLET DE PURIFICATION D'EAU
- RESERVOIR DE GRANDES CAPACITÉS
- ETC....

E-mail : dhiren@solution4africa.com
rdhiren@gmail.com
Web site : WWW.solution4africa.com
contact : +243 810 785 676

ADRESSE :
88, AV. Colonel Ebeya, C/Gombe
Kinshasa/R.D.Congo

LOANDJILI

Les populations invitées à cultiver des réflexes citoyens

Fernande-Marie-Catherine Dekambi-Mavoungou, administrateur-maire de l'arrondissement 4 Loandjili, a demandé à ses concitoyens, lors de la cérémonie de vœux organisée le 7 février au siège dudit arrondissement, de préserver les acquis de la paix et d'adopter des comportements citoyens.

Dans son adresse aux corps constitués et aux forces vives de son arrondissement, l'administrateur maire de Loandjili a d'abord fait le bilan de l'année 2013. Une année, a-t-elle dit, qui a vu sa circonscription administrative équipée en routes, avec plus de huit

kilomètres bitumés. Dans le domaine sanitaire également, plusieurs initiatives ont été prises pour éradiquer des maladies comme le choléra et la rage, sans oublier les campagnes de vaccination contre la rougeole et la poliomyélite menées à cet effet

pour sauver des enfants. Selon elle, 2014 doit être l'année du changement des comportements et d'intériorisation des valeurs de paix : « *Le développement que nous souhaitons tous, c'est aussi le changement de nos comportements en adoptant des habitudes qui puissent nous aider à assainir notre environnement immédiat. C'est cet appel que je lance à tous les concitoyens de notre arrondissement.* »

Aussi, a-t-elle poursuivi, tous ces acquis ne sont possibles que si la paix est préservée : « *Je saisis cette occasion pour inviter les chefs de quartier, et à travers eux tous les concitoyens, à continuer à travailler la main dans la main avec la force publique, la police et la gendarmerie, afin de ne pas laisser passer tous ceux qui ont choisi un autre mode de vie en s'adonnant à la drogue, à la violence, au vol...* »

Une instruction accueillie favorablement par la force publique qui, par le biais du commandant de la brigade de gendarmerie de Loandjili, le lieutenant Derlan Goma, a invité les populations à collaborer étroitement avec ses services en dénonçant les délinquants.

Hervé-Brice Mampouya



Fernande-Marie-Catherine Dekambi-Mavoungou. (© Adiac)

JEUX DÉPARTEMENTAUX DE L'ONSSU - HANDALL

Le CTF Tambou-Madeleine déterminé à se qualifier

L'équipe de handball cadette du collège technique féminin (CTF) Tambou-Madeleine, engagée aux jeux sectoriels de l'Office national des sports scolaires et universitaires (Onssu) de l'arrondissement I, Lumumba, affûte ses armes dans la cour du collège technique et industriel avec lequel elle partage les locaux.

Le coordonnateur de l'éducation physique et sportive du CTF Tambou-

technique, les filles maîtrisent déjà les règles de jeu. Le reste de faiblesse sera corrigé au fur des matchs», a-t-il indiqué.

Paul Mayala a rappelé que son établissement participait aux jeux de l'Onssu depuis 2005. Il a été plusieurs fois médaillé d'or et d'argent aux jeux sectoriels. « *Chaque année nous rapportons des coupes à notre direction. Cette année aussi, nous voulons réi-*



L'équipe cadette du CTF Tambou-Madeleine (© Adiac).

Madeleine, Paul Mayala, est satisfait du travail réalisé depuis quelque temps avec les enfants et promet de qualifier son équipe aux jeux départementaux, dont les épreuves qualificatives démarrent le 14 février dans les différents arrondissements de Pointe-Noire.

« *Nous sommes en train de peaufiner le travail que nous avons commencé depuis quelque temps. Sur le plan*

térier ce même exploit. Nous visons la première place aux jeux sectoriels, mais si cette place nous échappe, on se contentera certainement de la deuxième », a-t-il assuré.

Le CTF Tambou-Madeleine affrontera le collège technique du 12-Août, le 14 février à Saint-Pierre, lors de son premier match de tournoi dans la catégorie des cadettes.

Charlem Léa Legnoki

Total E&P Congo organise le 3^e Forum d'orientation post-bac

Dédié aux élèves de terminales scientifiques et techniques des lycées publics et privés, ce 3^e Forum d'orientation Post-Bac s'est déroulé le 1^{er} février à l'espace culturel Jean Baptiste Tati Loutard, situé au quartier Mpita, dans l'arrondissement 1 Emery Patrice Lumumba de la ville de Pointe-Noire.

L'activité a été organisée par Total E&P Congo, avec la participation des directions de l'Orientation et des Bourses, au Ministère de l'enseignement supérieur, en vue d'aider les élèves à mieux s'orienter pour des études supérieures et des métiers d'intérêts, en mettant à leur disposition des informations nécessaires et fiables. Les deux premiers forums se sont déroulés au lycée Victor Augagneur. Total E&P Congo, qui est un partenaire actif du développement, de la recherche et de l'enseignement, a innové en changeant de site et en ouvrant l'activité à un grand public. Une manière pour elle de répondre au mieux aux attentes et surtout de donner la possibilité d'une large information aux élèves.

Une autre innovation, c'est la conférence débat avec une table ronde axée sur les processus d'orientation et d'octroi de bourses, animés par Jacqueline Desportes, conseillère en orientation de l'Association AGIR abcd, Joachim KABI et Jean BOLOKO, respectivement directeur de l'Orientation et directeur des Bourses et des Œuvres universitaires, et de Bernard NGAZO, directeur général d'Escic (Ecole supérieure de commerce et d'industrie du Congo). Cette table ronde a été une occasion pour les élèves de mesurer les opportunités, de s'informer sur, entre autres, les conditions d'octroi des bourses nationales pour les facultés et instituts de l'Université Marien Ngouabi. « *Il ne faudrait pas que les élèves n'aient qu'une visée : celle de sortir du pays. Il y a dans notre pays des écoles et des instituts tels que : l'Ecole polytechnique de l'université Marien Ngouabi qui offre des opportunités de formation importantes. Il y a la faculté des sciences qui dispense des enseignements de bon niveau en Géologie et bénéficie d'ailleurs de l'appui de Total E&P Congo; des instituts comme l'Est-littoral, l'Istac qui forment des techniciens supérieurs. Total en a recruté au moins 19 depuis 3 ans. Et, plus près de nous, il y a le centre 2iE de Ouagadougou qui est entrain de progresser en ouvrant deux structures dans le nord du Cameroun* », a expliqué Gastar ONDONGO TSIMBA, chef de division développement durable de Total E&P Congo.

Plus de 500 élèves ont répondu présents à ce forum qui a été



marqué par plusieurs activités outre la conférence débat : vises des stands, présentations des établissements d'études supérieures congolais et étrangers reconnus pour la qualité de leur formation et des débouchés qu'ils offrent (faculté des sciences et techniques et celle des sciences de la santé, Institut de développement rural, Institut supérieur de gestion de l'université Marien Ngouabi, Ecole africaine de développement, Ucac-Icam, EST-Littoral...), présentations des activités, des métiers et des politiques de ressources humaines des entreprises privées.

Le Forum intègre le projet des Classes renforcées dans les filières scientifiques, de la seconde à la terminale au sein du lycée Victor Augagneur, soutenu par Total E&P Congo. Lancé depuis 2009, ce projet exécuté en partenariat avec la direction départementale de l'enseignement primaire secondaire et de l'alphabétisation, permet aux élèves de ce lycée de se présenter aux baccalauréats Congolais et Français. Un moyen de maximiser leurs chances d'accéder aux études supérieures dans les meilleures conditions. Des taux de réussite remarquables ont été enregistrés et 14 bacheliers ont bénéficié d'une bourse d'étude attribuée par Total E&P l'année dernière. Le Forum d'orientation Post-Bac est un moyen d'aider ces élèves à envisager leur orientation future, anticiper leurs perspectives de formation et de carrière. « *J'invite également les dirigeants des entreprises de la place à se joindre à l'action de Total E&P Congo dans l'octroi des bourses pour les élèves* », a dit Alain LASBATS, Secrétaire Général de cette société.

En matière de politique sociétale, Total E&P place l'éducation parmi ses axes majeurs d'intervention car « *une jeunesse formée est l'un des atouts contribuant au développement d'un pays* », comme il l'a souligné. De ce fait, outre le projet Classes renforcées, Total E&P Congo soutient d'autres projets dans le cadre du développement des compétences des jeunes congolais parmi lesquels : l'appui à l'institut Ucac-Icam ex IST-AC, le partenariat avec le Ministère de l'enseignement supérieur en faveur de l'université Marien Ngouabi, la construction et l'accompagnement du centre culturel Jean Baptiste Tati Loutard.

Le forum est une activité salvatrice selon Jean Baptiste Sitou, directeur départemental de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation. « *Après la publication des résultats c'est souvent un casse-tête pour pouvoir placer nos bacheliers. Depuis l'expérience des classes renforcées au lycée Victor Augagneur, nous avons trouvé l'opportunité pour les placer et les orienter. Cela apparaît comme une goutte d'eau dans la mer, mais c'est le début d'une expérience salvatrice pour eux. Nous pensons que, pour 2014 les opportunités sont présentes* », a-t-il dit, précisant que le problème de l'orientation devrait aussi constituer une préoccupation pour les parents d'élèves. L'activité a été aussi saluée par les élèves qui l'ont jugée avantageuse pour eux. C'est le cas de Glenn Ngouala, élève en terminale C au lycée Pointe-Noire 2 qui a confié : « *Ce forum est une bonne initiative. Cela m'a permis de me faire une idée de ce que je peux faire après le baccalauréat.* »

Un point de vue partagé par sa collègue de classe Emmanuelle Solath : « *J'ai pu avoir des informations sur la manière dont sont organisés les concours au sein des établissements présents à ce forum et je sais maintenant comment y accéder. On a un maximum de choix et une vue globale de ce qu'ils proposent. Cela permet de se faire une idée des établissements où l'on peut postuler une fois le Bac obtenu* ». Même point de vue du côté des entreprises. « *Quand on est à l'école on n'a pas idée de ce qui se passe dans l'entreprise. Le fait de venir rencontrer des professionnels leur permet d'avoir une idée claire des domaines d'activités, des filières et des leurs débouchés. Cela leur permet de faire le choix en fonction de leurs études* », a estimé Land Garel BANGUISSA, de la société Boscongo.

COUPE DE LA CAF

FC Kondzo a réussi son entrée en compétition africaine

L'équipe l'a emporté sur les Camerounais de Young Sports Academy 2-0 lors de son premier match dans l'histoire de cette compétition. Un baptême du feu à goût de succès

Le premier match de FC Kondzo, dans l'histoire de la Coupe africaine des clubs, a été une réussite. L'équipe n'a pas fait de cadeaux à son adversaire, Young Sports Academy du Cameroun, en le dominant avec deux buts d'écart. Mais cette victoire s'est dessinée dans la douleur. Après le coup d'envoi, en effet, le représentant congolais a eu du mal à trouver son rythme de jeu. De multiples offensives bien amorcées n'ont connu que de mauvaises finitions. Des déchets techniques qui ont retardé l'ouverture du score. Il a fallu attendre la 36^e minute pour voir Alexis Ngatsé inscrire le premier but de la rencontre, d'une tête croisée, imparable. Le gardien de Young Sports Academy n'a fait qu'accompagner le ballon du regard. Un magnifique but dont la célébration a valu à l'attaquant un carton jaune. 1-0 donc en faveur de FC Kondzo à l'issue de la première période.

Poussés par un public acquis à sa cause, étant à domicile, les joueurs de FC Kondzo ont appuyé sur l'accélérateur dès l'entame de la deuxième mi-temps. Ils étaient visiblement déterminés à mettre définitivement en déroute leurs adversaires. Ainsi, à la 86^e minute, Christ Bakaki doublait la mise. Mais Young Sports n'a pas baissé les bras pour autant. Le club camerounais s'est battu pour inscrire un but à l'extérieur qui pouvait être fatal pour FC Kondzo au match retour. En vain. Les défenseurs du club congolais ont su repousser les assauts afin d'éviter le pire. À telle enseigne

qu'à la 87^e, le capitaine de cette équipe a rayé, in extremis sur la ligne de but, une offensive camerounaise. La mission du match aller a donc été accomplie pour FC Kondzo. «*Nous nous sommes battus pour l'emporter avec deux buts d'écart sans rien encaisser. Ce qui est sûr, c'est que le match retour au Cameroun n'aura pas la même physionomie. Nous allons continuer à travailler pour garder le cap*», a déclaré le capitaine de FC Kondzo.

Seulement, l'entraîneur de Young Sports Academy, Enow Ngachu,



Une phase de jeu de la rencontre. (© Adiac)

croit en la victoire de son équipe au match retour. «*Après cette défaite, nous devons nous remettre en question. Au match retour, nous allons donner du fil à retordre à cette équipe de FC Kondzo qui a bien mérité sa victoire*», a-t-il déclaré. Un avertissement qui sous-entend que lors du match retour, FC Kondzo doit se montrer offensif. Plusieurs buts à l'extérieur seraient une bonne affaire pour le représentant congolais. Alors que les Camerounais chercheront à rattraper le retard tout en évitant d'encaisser un seul but de FC Kondzo. La manche retour aura donc un peu plus d'intensité que la manche aller. Kondzo doit se préparer en conséquence.

Cara sur le chemin de la victoire

L'autre représentant congolais en Coupe de la CAF, le Club athlétique renaissance aiglon (Cara) a bien entamé la compétition de l'autre côté du Soudan. Face à FC Malakia, Cara a imposé sa loi en dominant cette équipe dans ses propres installations 1-0. Du haut de l'expérience, par rapport à Malakia, les Aiglons ont donc confirmé les pronostics qui les donnaient favoris. Seulement, cette courte victoire montre que le match retour ne sera pas facile pour Cara.

À domicile, l'équipe devrait tout faire pour ne pas casser la calebasse au seuil de la porte de la qualification au tour suivant. Cara a les moyens de le faire. Mais il doit commencer par ne pas encaisser de buts de Malakia qui sera à l'extérieur au risque de se mettre la corde au cou. Dans l'ensemble, les deux représentants congolais ont satisfait aux attentes du public sportif national : ils se sont imposés devant leurs adversaires respectifs. FC Kondzo et Cara doivent donc maintenir le cap pour sceller le grand retour du football congolais en compétitions africaines des clubs. Une tâche difficile, mais pas impossible. Le ballon étant rond pour tout le monde.

Rominique Nerplat-Makaya

LIGUE AFRICAINE DES CHAMPIONS

Diables noirs s'incline à domicile

Les diabolins ont courbé l'échine 0-1 devant Flambeau de l'Est du Burundi, le 8 février au stade Alphonse-Massamba-Débat, dans un match pourtant à leur portée.

Diables noirs n'a pas réussi son entrée en compétition africaine cette saison. La première rencontre de l'équipe face à aux Burundais de Flambeau de l'Est a été un échec. Pourtant, dès l'entame du match les diabolins ont affiché leurs ambitions de mettre en déroute le club burundais.

Ils ont ainsi mené plusieurs offensives. À la 24^e minute notamment, Hardy Bingoula manquait d'ouvrir le score devant les buts largement ouverts. Son coéquipier Kolo Lorry faisait autant quelques minutes plus tard. Les transversales de Kinfounia, qui enflammait le flanc gauche, n'ont pas trouvé de finisseurs adroits dans la surface de réparation.

Les Diabolins qui ont largement dominé la première partie n'ont pas tué le match alors qu'ils en avaient la possibilité. Les deux équipes sont donc reparties dans les vestiaires à égalité, zéro but partout.

La seconde mi-temps a connu le même début que la première pour les noirs-et-jaune. Large possession de la balle avec beaucoup d'offensives. Mais le 8 février était un jour sans gloire pour Diables noirs. Ils n'ont même pas pu inscrire un but de hors-jeu. La finition a fait défaut. Faute de mieux, les diabolins ont tenté de gérer le temps pour concéder ne fut-ce qu'un match nul. Mais le pire est arrivé dans le temps additionnel lorsque Pascal Hakizimana ouvrait le score en faveur de Flambeau de l'Est. Un but assassin qui pèsera lourdement sur le match retour. L'expérience de Diables noirs en compétition africaine n'a donc pas suffi à clouer Flambeau de l'Est qui est à sa première participa-

tion en ligue africaine des champions.

Le verdict sera dit au Burundi

Pour l'entraîneur de Diables noirs, Parfait Malonga, c'est le manque de concentration de ses poulains qui est à l'origine de cette défaite. «*Nous nous sommes créé beaucoup d'occasions mais la finition n'a pas été au rendez-vous*», a-t-il déclaré. Quoique perdant au match aller, le coach s'est dit déterminé à aller chercher la qualification lors du match retour au Burundi. «*Nous continuerons à travailler (...) Nous ferons le déplacement du Burundi pour ramener la qualification*», a poursuivi parfait Malonga. À l'en croire, les carottes ne sont donc pas cuites pour Diables noirs.

Cependant, le coach de Flambeau de l'Est, Olivier Niayungeko, a promis tout faire pour mettre les diabolins en déroute lors du match retour. Puisqu'ils seront à domicile. Il a néanmoins reconnu que le représentant congolais a du potentiel pour renverser la vapeur. «*Diables noirs est une bonne équipe. Si nous les avons battus chez eux, cela veut dire qu'ils peuvent faire autant chez nous. Mais nous allons mettre les bouchées double pour ne pas perdre le match retour*», a expliqué l'entraîneur de l'équipe burundaise.

En perdant cette rencontre, Diables noirs s'est donné du fil à retordre. Car, au match retour, le club doit commencer par rattraper le retard avant de prendre de l'ascendant sur son adversaire. Le public sportif congolais garde donc son mal en patience en attendant la qualification promise.

R.N.M.

RÉFLEXION

Le monde vu de Brazzaville

Vu de Washington, de Pékin, de Paris, de Moscou, de Tokyo de New-Delhi, de Brasilia le monde évolue dans des directions différentes que les grands médias internationaux se font un devoir de tracer avec attention. Mais bien peu d'entre eux cherchent à savoir ce que l'Afrique pense réellement des évolutions en cours sur les cinq continents alors que les Africains, tout le monde en convient désormais, influenceront de façon décisive sur l'évolution de la planète dans un avenir proche.

Voici donc une esquisse très schématique de la perception de cette évolution que l'on a aujourd'hui, à la jonction de l'hémisphère nord et de l'hémisphère sud, sur les berges du mythique fleuve Congo.

1) Les rapports de force internationaux se modifient plus rapidement qu'on ne le pensait jusqu'à présent avec une percée spectaculaire de la Chine, tout particulièrement dans le domaine militaire, une renaissance accélérée de la Russie dont témoignent les Jeux Olympique d'hiver à Sotchi, un affaiblissement lent mais continu de l'Europe dû à la faiblesse de sa gouvernance politique, un retour au réalisme géostratégique timide mais bien réel des Etats-Unis.

2) Simultanément, les percées technologiques rendues possibles par l'informatique révolutionnent au sens propre du terme les échanges entre les hommes et donc entre les peuples. Si elles permettent d'immenses progrès dans tous les domaines elles font également pénétrer l'humanité dans un univers inconnu dont le pire comme le meilleur peuvent sortir. Nul, en effet, ne peut se vanter de maîtriser les évolutions politiques, économiques et sociales que portent en eux les progrès techniques et scientifiques.

3) La fin de la Guerre froide a profité un temps aux puissances occidentales, mais les erreurs commises par ces dernières dans la gestion des crises au Moyen-Orient (Irak, Afghanistan) comme en Afrique (Soudan, Libye), et plus encore leur incapacité à gérer correctement les troubles économiques engendrés par l'ultra-capitalisme dont elles se sont faites les hérauts a provoqué un retournement de situation spectaculaire. Les valeurs qu'elles prétendaient imposer au reste du monde, ayant montré leurs limites, tendent aujourd'hui à devenir des repoussoirs.

4) Dans ce nouveau contexte les pays dits « émergents », en Afrique comme en Amérique latine et en Asie n'entendent plus se laisser im-

poser des modèles dont ils mesurent très concrètement les défauts, les faiblesses, les abus. Même si cela ne se voit pas encore très clairement le réalisme du tiers monde entraînera à brève échéance un rééquilibrage, une refonte de la gouvernance planétaire dans tous les domaines: politique, économique, financier, diplomatique et même culturel.

5) L'homme ne changeant pas au tréfonds de lui-même en dépit des progrès qu'il accomplit dans les domaines techniques et scientifiques le recours à la violence pour faire aboutir des revendications millénaires n'a rien d'illusoire en Asie, au Proche-Orient, voire même en Europe. Une guerre entre le Japon et la Chine, entre Israël et l'Iran, entre la Russie et l'un ou l'autre de ses voisins est toujours possible car le feu peut naître à tout instant d'une étincelle non maîtrisée. Plus que jamais donc l'humanité vit dans un contexte incertain, instable, dangereux même.

6) La preuve que ce qui précède est vrai nous est donnée par la montée de l'intolérance religieuse, du fanatisme, de la violence ethnique, du racisme qui ont toujours perturbé les relations humaines mais qu'amplifient démesurément aujourd'hui les moyens de communication instantanés. Jadis limitées par le

temps et l'espace ces dérives prennent une dimension telle que l'on en vient à douter de la capacité des Etats, y compris les plus puissants, à s'en protéger efficacement.

7) L'Afrique détient, quant à elle, deux cartes maîtresses qu'elle n'a pas encore utilisées pour s'affirmer sur la scène mondiale: son dynamisme humain d'une part, l'abondance et la diversité de ses ressources naturelles d'autre part. Même si, en diverses régions du continent, des crises surgissent ou resurgissent qui menacent sa stabilité et donc son émergence, elle peut s'imposer comme un acteur incontournable des temps à venir. Mais elle doit pour y parvenir se doter d'institutions adaptées à ce grand dessein et des moyens de pression correspondants. C'est tout l'enjeu des décennies à venir

Banalités que tout ceci, dira-t-on. Certes, mais l'avenir de l'humanité se construit depuis la nuit de temps sur des réalités terre-à-terre. Et cela continuera même si l'homme se dote de moyens encore plus sophistiqués que ceux dont il use aujourd'hui. Gardons donc les yeux ouverts et continuons d'observer l'actualité depuis les berges du mythique fleuve Congo sans céder aux mirages.

Jean-Paul Pigasse